

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage **24.04.2024**

Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Hochschulen, Landesverteidigung und Gesellschaft
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Gesellschaftliche Debatte
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Andrey, Georges
Barras, François
Benteli, Marianne
Bernath, Magdalena
Burgos, Elie
Bühlmann, Marc
Da Pozzo, François
Ehrensperger, Elisabeth
Flückiger, Bernadette
Frey, Jürg
Füzesséry, Alexandre
Gilg, Peter
Hirter, Hans
Huguenet, François
Junker, Beat
Kistler, Jörg
Meuwly, Christian
Mosimann, Andrea
Porcellana, Diane
Rohrer, Linda
Schneuwly, Joëlle
Terribilini, Serge
Zosso, Oscar
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Andrey, Georges; Barras, François; Benteli, Marianne; Bernath, Magdalena; Burgos, Elie; Bühlmann, Marc; Da Pozzo, François; Ehrensperger, Elisabeth; Flückiger, Bernadette; Frey, Jürg; Füzesséry, Alexandre; Gilg, Peter; Hirter, Hans; Huguenet, François; Junker, Beat; Kistler, Jörg; Meuwly, Christian; Mosimann, Andrea; Porcellana, Diane; Rohrer, Linda; Schneuwly, Joëlle; Terribilini, Serge; Zosso, Oscar; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Hochschulen, Landesverteidigung und Gesellschaft, Gesellschaftliche Debatte, 1969 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Landesverteidigung und Gesellschaft	1
Militärorganisation	6
Wirtschaft	8
Wirtschaftspolitik	8
Wirtschaftsordnung	8
Sozialpolitik	8
Gesundheit, Sozialhilfe, Sport	8
Epidemien	8
Soziale Gruppen	11
Kinder- und Jugendpolitik	11
Bildung, Kultur und Medien	11
Bildung und Forschung	11
Mittelschulen	11
Hochschulen	12
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	18
Parteien	18
Grosse Parteien	19
Linke und ökologische Parteien	19
Verbände	19
Gewerbe, Dienstleistungen, Konsum	19

Abkürzungsverzeichnis

EJPD	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
AUNS	Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
SiK-NR	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
BAG	Bundesamt für Gesundheit
ALV	Arbeitslosenversicherung
EU	Europäische Union
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
SHK	Schweizerische Hochschulkonferenz
SBFI	Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
SNF	Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
KMU	Kleine und mittlere Unternehmen
KSGR	Konferenz der Schweizerischen Gymnasialrektorinnen und Gymnasialrektoren
SFV	Schweizerischer Fussballverband
EO	Erwerbsersatzordnung
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
ETHL	Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne
NATO	North Atlantic Treaty Organization
HEI	Genfer Hochschulinstitut für internationale Studien
IUED	Hochschulinstitut für Entwicklung
VSH	Verein Schweizerischer Hochschulstudierendenschaften
GSoA	Gruppe für eine Schweiz ohne Armee
SAJV	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände
NFA	Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
SOG	Schweizerische Offiziersgesellschaft
RUAG	Rüstungsunternehmen AktienGesellschaft
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)
VSS	Verband der Schweizer Studierendenschaften
<hr/>	
DFJP	Département fédéral de justice et police
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ONU	Organisation des Nations unies
AELE	Association européenne de libre-échange
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
ASIN	Action pour une Suisse Indépendante et Neutre
EPF	École polytechnique fédérale
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CPS-CN	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
OFSP	Office fédéral de la santé publique
AC	assurance-chômage
UE	Union européenne
DFI	Département fédéral de l'intérieur
CSHE	Conférence suisse des hautes écoles
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
PME	petites et moyennes entreprises
CDGS	Conférence des directrices et directeurs de gymnases suisses

ASF	Association Suisse de Football
APG	allocations pour perte de gain
USS	Union syndicale suisse
EPFL	École polytechnique fédérale de Lausanne
OTAN	L'Organisation du traité de l'Atlantique nord
HEI	Institut universitaire de hautes études internationales
IUED	Institut universitaire d'études du développement
AES	Association des étudiants des hautes écoles suisses
GSsA	Groupe pour une Suisse sans Armée
CSAJ	Conseil Suisse des Activiés de Jeunesse
RPT	Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
SSO	Société Suisse des Officiers
RUAG	RüstungsUnternehmen AktienGesellschaft
DMF	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
UNES	Union des étudiant-e-s de Suisse

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Landesverteidigung

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.1981
CHRISTIAN MEUWLY

Les lézardes apparues ces dernières années dans l'**environnement politico-stratégique de la Suisse** se sont encore élargies en 1981. L'instabilité des régimes situés dans les zones respectives d'intérêts vitaux des deux grandes puissances, les efforts marqués de ces dernières pour rétablir la discipline chez leurs alliés et le retour aux démonstrations de force dans les relations Est-Ouest ont arraché l'Europe occidentale à la tranquillité de la détente. Cependant, pas plus en Suisse que dans les pays européens membres de l'OTAN, l'opinion n'a réagi unanimement aux avertissements réitérés des stratèges. Cette année, le raidissement psychologique provoqué par l'occupation de l'Afghanistan s'est moins vivement manifesté que la peur d'une hécatombe atomique. Pour la troisième fois consécutive, les Chambres ont adopté un programme annuel d'armement dépassant le milliard de francs. En prévision de projets d'équipement toujours plus coûteux, le PSS a lancé son initiative tendant à soumettre les crédits d'engagement du DMF au référendum facultatif.

Landesverteidigung und Gesellschaft

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 22.12.1969
GEORGES ANDREY

Que la guerre, selon Clausewitz, soit la poursuite de la politique par d'autres moyens, cela est encore vrai de nos jours où politique étrangère et défense nationale font partie d'une stratégie globale. A ce point de vue, on observe que si la conjoncture internationale affecte toujours plus profondément la Suisse, le petit Etat ne cesse de développer ses moyens de défense tout en s'ouvrant davantage au monde. En 1969, notre pays s'est appliqué en effet à organiser sa défense nationale totale selon l'orientation choisie les années précédentes. Mais s'il convient de mettre l'accent sur cette continuité, il faut remarquer que l'année 1969 s'est également caractérisée par une critique plus poussée des institutions militaires en général et de certaines réalisations particulières, conformes pourtant au **plan de défense nationale totale**. Rappelons que, selon ce plan, la défense totale repose sur quatre piliers: l'armée, la protection civile, la défense économique et la défense psychologique, dite improprement spirituelle. Le pilier de l'armée, malgré le rôle principal qu'il remplit et l'importance des affaires qui l'ont concerné en 1969 (nouvelle loi de défense nationale totale, instruction militaire, armement, système Florida, exportation d'armes, etc.), n'est pas le seul à retenir l'attention. La parution du «petit livre rouge», qui a provoqué tant de remous, touche en même temps à la défense civile et à la défense psychologique. Et si les faits concernant la défense économique ont passé presque inaperçus, ils méritent cependant une mention, ne serait-ce que pour accomplir un tour d'horizon complet des objets relatifs à la défense nationale telle qu'elle est conçue et réalisée actuellement.

Dans le domaine de la défense économique précisément, signalons une augmentation des réserves de carburants et le besoin ressenti au Département militaire, de l'utilisation de méthodes modernes dans l'approvisionnement en réserves de guerre. L'alimentation en temps de crise et de guerre a servi de thème de discussion entre les responsables de la défense civile et les milieux intéressés. Au total, les réserves de guerre stockées dans les entrepôts officiels représentent une valeur de CHF 1.5 milliard. Leur entretien et leur renouvellement coûtent environ CHF 130 millions par an, soit CHF 21.50 par tête d'habitant.

En ce qui concerne la défense civile, des mesures ont également été prises. Le gouvernement schwyzois a décidé la création d'un centre de formation en Suisse centrale. Sur le plan fédéral, le programme d'austérité qui a abouti à la suppression des subsides destinés à l'entretien de certaines installations, cantonales et communales, a suscité des réactions: un postulat Rubi (soc., BE; Po. 10303), adopté par le Conseil national, et une interpellation Diethelm (soc., SZ; Ip. 10107) ont demandé le maintien de l'aide de la Confédération.¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 11.10.1976

PETER GILG

Eine in ihrem Ausmass noch nicht abzuschätzende Beeinträchtigung erfuhr die wehrpolitische Situation durch die **Affäre Jeanmaire**. Eine nachhaltige Welle der Beunruhigung ergriff Armee und Öffentlichkeit, als das EJPD im August bekanntgab, der frühere Chef der Abteilung für Luftschutztruppen, Brigadier J.-L. Jeanmaire, sei wegen Preisgabe militärischer Geheimnisse an die Sowjetunion verhaftet worden. Noch nie war in der neueren Schweizergeschichte ein so hoher Offizier in einen Verratsfall verwickelt gewesen. Dass der als Haudegen und scharfer Antikommunist bekannte Truppenführer ein Sowjetspion sei, erschien seiner nächsten Umgebung unverständlich. Da die Behörden mit Informationen vorerst sehr zurückhielten, zirkulierten allerlei Mutmassungen und Gerüchte: der Verrat sei durch den westdeutschen Nachrichtendienst entdeckt worden und er beziehe sich auf Absprachen mit der NATO für einen Ernstfall. Das Bestehen solcher Absprachen wurde von den amtlichen Stellen entschieden dementiert.²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 21.12.1977

PETER GILG

Als empfindliche Beeinträchtigung der inneren Voraussetzungen wird von militärischer Seite die Beschränkung der finanziellen Mittel gewertet. Obwohl sich hohe Repräsentanten der Armee wiederholt über Mängel im Rüstungsstand beklagten, wurde das Landesverteidigungsbudget fflr 1978 gegenüber der ursprünglichen Planung um insgesamt Neun Prozent gekürzt: ein erstes Mal bei der Revidierung des Finanzplans zu Beginn des Jahres und ein zweites Mal bei der Aufstellung des Voranschlags nach dem negativen Finanzentscheid des Volkes am 12. Juni. Die budgetierten Verteidigungsausgaben fielen damit erneut unter diejenigen des Vorjahres, was wiederum vor allem durch Abstriche beim Zivilschutz erreicht wurde. Jedoch nicht nur die äusserste Linke, auch die Sozialdemokraten strebten eine stärkere Beschränkung an. Sie konnten sich dabei auf eine Repräsentativumfrage berufen, nach welcher die Ansicht ziemlich allgemein vorherrscht, dass man bei den **Verteidigungsaufwendungen am ehesten sparen könnte**. So verlangte die SP-Fraktion im März nach der Verabschiedung des revidierten Finanzplans durch den Nationalrat, die Regierung solle einen Bericht über die Entwicklung der Militärausgaben vorlegen. Dabei regte sie bestimmte Sparmöglichkeiten an und zog auch eine Festsetzung des Anteils des Militärssektors am Total der Staatsausgaben sowie die Einführung des Referendums für Rüstungsprogramme in Betracht. Der Bundesrat machte in seiner Antwort geltend, dass die Verteidigungsausgaben längere Zeit unterdurchschnittlich zugenommen hätten und dass das EMD mit der Einführung einer Finanzplanung den anderen Departementen vorausgegangen sei. Die Hinweise auf konkrete Sparobjekte (Wiederholungskurse, Zahl der höchsten Offiziere, Verfahren bei der Rüstungsbeschaffung, Motorisierung) beurteilte er als wenig ergiebig oder aber für die Kriegsbereitschaft nachteilig; von einem Referendum für Rüstungsprogramme und von einer prozentualen Begrenzung der Militärausgaben befürchtete er eine Beeinträchtigung des erforderlichen Ausbaus der Rüstung.³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 08.09.1979

JÖRG KISTLER

Die Bestrebungen der bürgerlichen Kreise stiessen bei den Sozialdemokraten auf Widerstand. Eine Vergrösserung des EMD-Budgets war für sie gleichbedeutend mit einem Abbau von Sozialleistungen. Die SPS zeigte sich im übrigen in ihrer Haltung gegenüber militärpolitischen Fragen nicht einig. Ihr an Einfluss gewinnender pazifistischer Flügel versuchte einer Verstärkung der Rüstungsanstrengungen dadurch einen Riegel zu schieben, dass er eine Initiative für die Unterstellung entsprechender Ausgaben unter das fakultative Referendum ankündigte. Es gelang ihm, am Parteitag seine Ansicht durchzusetzen. Gegen den Willen des Parteipräsidenten Hubacher, der diese heikle Angelegenheit vorerst einmal näher prüfen lassen wollte, beschloss die Versammlung mit 306 gegen 255 Stimmen die Unterstützung des Projekts.⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 13.12.1980

FRANÇOIS DA POZZO

Sicherheitspolitische Alternativen wurden auch in anderen Kreisen lediglich sporadisch erwogen. Immerhin gab namentlich das Schicksal Afghanistans Anlass, **das schweizerische Abwehrdispositiv grundsätzlicher zu erörtern**. Der Schweizerische Zivilschutzverband sah in der zielstrebigen Unterwanderung des Staates mit anschliessender Machtübernahme durch die Sowjetunion eine nachträgliche Rechtfertigung des umstrittenen, 1969 veröffentlichten Zivilverteidigungsbuches «zweite Form des Krieges», und die Schweizerische Offiziersgesellschaft forderte eine der Bedrohung angemessene Ausrüstung der Armee. Verschiedene Wehrverantwortliche demonstrierten am Beispiel Afghanistan, dass die schweizerische Landesverteidigung weder mit einem gewaltlosen Widerstand noch mit einem auf den Kleinkrieg abgestützten Kampfkonzept zu bewerkstelligen sei. Das im Entstehen

begriffene Armeeleitbild 90 halte demgegenüber am bisherigen Abwehrkonzept mit einem stufenweisen Ausbau der Armee fest. Im Hinblick auf den verschärften Kampf um die Verteilung der verfügbaren Mittel komme aber auch ein vollmechanisiertes Modell «Konzeption Stelzer» nicht in Frage. Bereits für den Vollausbau der bisherigen Konzeption sei für die Periode 1984-95 mit einem jährlichen Finanzbedarf von CHF 2'500-3'000 Mio. zu rechnen.⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.1980
FRANÇOIS DA POZZO

SP-Exponenten bemängelten demgegenüber den «**Mechanisierungswahn**», der der Schweiz eine «Grossarmee in Taschenformat» beschert habe, und forderten eine infanteristische, dezentralisierte Verteidigungsarmee. Afghanistan schein für gewisse Kreise zum erwünschten Alibi zu werden; Entspannungspolitik dürfe aber nicht kurzschlüssiger Restauration des Kalten Krieges geopfert werden. Pazifistisch orientierte Stimmen erhoben ausserdem den Vorwurf, die Armee sei zur rein innenpolitischen, angeblich den Zusammenhalt fördernden «Schule der Nation» reduziert worden. Was die Stimmbürger anbelangt, so zeigte eine wissenschaftliche Umfrage erneut, dass man am Ehesten bei den Verteidigungsaufwendungen zu sparen wünscht. Unter den verschiedenen Aufgabenbereichen des Bundes war die Landesverteidigung der einzige, für den eine Mehrheit der Befragten grössere Sparanstrengungen forderte.

In einer anderen Repräsentativumfrage wurde die Landesverteidigung hinsichtlich eines Zielkataloges schweizerischer Politik auf dem vorletzten Rang (vor UNO-Beitritt) plaziert. Auf Grund einer anderen Umfrage wird auch gezeigt, dass nur 19 Prozent der Befragten vermehrte Anstrengungen für die Landesverteidigung befürworteten, obschon sie mehrheitlich unter dem Eindruck einer weltweit angewachsenden Kriegsgefahr standen.⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 04.06.1981
CHRISTIAN MEUWLY

Champion de la **neutralité** forte, le chef du DMF s'est porté au-devant du courant de refus. «Les pacifiques, c'est nous, c'est l'armée», a-t-il déclaré, prenant pour toile de fond les diverses présentations et défilés qui ont marqué l'année militaire. Des représentants de partis bourgeois ont vu dans la participation de groupements d'obédience marxiste au mouvement pacifiste l'indice d'une manipulation, tandis que des officiers généraux ont relevé son extension rapide et unilatérale. Certains y ont aperçu le résultat d'une guerre psychologique habile, menée à long terme dans le but d'affaiblir la résistance de l'Occident. Commentant l'ensemble des problèmes de conscience soulevés par la défense armée et l'obligation de servir, les chefs militaires ont exprimé leur préoccupation à l'idée que des concessions, propres à aggraver l'effet de la diminution naturelle des effectifs, ne poussent la **Suisse** vers une alternative contraire à sa tradition de milice et de neutralité.⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 19.06.1981
CHRISTIAN MEUWLY

Avec un inégal respect des fondements de la politique de sécurité, c'est au problème de **l'isolement du pays neutre** entre les deux blocs que se sont adressés les promoteurs du mouvement pacifiste et les spécialistes des questions militaires. Les premiers, imitant les neutralistes des pays européens de l'OTAN, en ont appelé aux grandes puissances pour qu'elles interrompent l'escalade absurde des armes de destruction massive. Les groupements, aux motivations hétérogènes, unis dans la recherche d'une alternative à la paix par la terreur, souhaitent donner une impulsion radicale à la politique étrangère de la Suisse. Dans cette optique, ils estiment nécessaire que notre pays échappe à la dépendance unilatérale où l'enserme sa politique d'armement. Cette transfiguration de la neutralité devrait aussi entraîner l'interdiction de l'exportation de matériel de guerre, ont rappelé les opposants à l'exposition militaire internationale privée «W'81». Une attitude de strict «non-alignement» de la part de la Suisse ne serait pas pour déplaire à une tendance qui a signalé son emprise dans les rangs socialistes. Cette aile du parti craint non seulement que les partis bourgeois et l'administration militaire ne surestiment les facultés d'adaptation de notre petit Etat à la spirale technologique des armements, mais elle soutient encore qu'ils situent déjà la neutralité trop à l'Ouest. A l'image de l'épouvantail brandi par les jeunes socialistes, qui se sont attiré les remontrances de la direction du PSS, une partie du mouvement pacifiste a réclamé le démantèlement de l'armée. Des voix plus distinctes, inspirées par des valeurs chrétiennes, ne se lassent pas de suggérer que ce n'est pas son armée, mais l'intolérance et l'intérêt, qui empêchent la Suisse d'oeuvrer véritablement pour la paix.⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 19.12.1981
CHRISTIAN MEUWLY

C'est dans cette atmosphère de parcimonie que, présentant l'étude de son groupe «politique étrangère et politique de sécurité» sur la guérilla et la résistance civile, le PDC suisse a réaffirmé son allégeance à **la primauté de la défense opérative**. Il exige, toutefois, que soient exploitées toutes les possibilités de préparer le pays à la guérilla, car celle-ci a son rôle à jouer comme prolongement de la défense en territoire occupé. Sans craindre de voir grand, les militaires, eux, ont débattu des données actuelles de la défense combinée. C'est que le prochain plan directeur, qui fixera les objectifs que la préparation de la défense militaire devra atteindre dans les années 90, est en maturation. Tandis qu'une «pause de réflexion» était imposée à l'administration militaire au début de l'année, pour y calmer les controverses relatives aux moyens de rehausser mobilité et capacité de défense antichar, les doctrines modernes d'engagement et les systèmes d'armes qui leur correspondent ont fait l'objet d'un examen approfondi au sein de la Société suisse des officiers. Les partisans d'une mécanisation accrue y ont donné le ton.⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.09.1991
SERGE TERRIBILINI

Le projet de construire une bretelle auto-routière provisoire pour l'organisation du défilé militaire d'Emmen (LU) afin de faciliter l'accès du public **a suscité de vives protestations dans le canton**; les écologistes, la gauche ainsi que les démocrates-chrétiens, représentant ainsi la majorité du Grand Conseil, se sont même prononcés pour l'annulation du défilé. Le DMF et le Département militaire lucernois ont été chargés, en conséquence, de revoir leur conception de cette manifestation. Finalement, il fut décidé d'organiser une journée de l'armée, où celle-ci a notamment été représentée par des expositions, des démonstrations, des représentations et même par deux mini-défilés. Cette manifestation, pour laquelle les Chambres ont débloqué un crédit de CHF 1.5 million, fut organisée par le corps d'armée de campagne 2. L'aspect écologique fut pris en compte, puisque la desserte fut assurée en grande partie par les transports publics.¹⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 01.01.1992
SERGE TERRIBILINI

Située bien malgré elle entre les feux croisés de l'hostilité d'une partie de la population, des bouleversements mondiaux, du destin improbable des pays de l'Est et des difficultés budgétaires de la Confédération, **l'armée suisse a semblé trouver un nouveau souffle dans le projet de réforme Armée 95**. L'élargissement de ses tâches, conjugué à la réduction de son volume, devraient assouplir ce monolithe et l'adapter à son époque. Cependant, l'existence du délicat échafaudage que constitue ce programme est en sursis, et dépend du scrutin qui aura lieu en 1993 sur l'initiative contre l'achat d'un nouvel avion de combat. Un vote de défiance à l'égard de l'armée suisse de la part du souverain ferait perdre tout son sens à la réforme engagée. Surtout, il affaiblirait considérablement l'institution militaire; la victime serait ainsi offerte aux nouvelles initiatives que le GSsA entend lancer, afin de lui donner le coup de grâce d'ici la fin du siècle.

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.08.1994
SERGE TERRIBILINI

Le tenue d'un meeting aérien à Emmen (LU) – **«Air 94»**, organisé à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire des troupes aériennes suisses – **a donné lieu à quelques conflits**. Pour des raisons de sécurité et de protection de l'environnement, le gouvernement lucernois, répondant ainsi aux vœux de la commune concernée, a demandé au DMF que la démonstration soit réduite et que, notamment, l'on renonce à inviter des patrouilles étrangères. Ne désirant pas amputer le programme du meeting, les autorités militaires ont finalement choisi le site de Buochs (NW), lieu pressenti tout d'abord mais abandonné en raison de sa faible capacité.¹¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.08.1996
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Le conseiller fédéral Adolf **Ogi a mis sur pied une commission d'études pour les questions stratégiques** présidée par l'ancien secrétaire d'Etat Edouard Brunner. Ce groupe de réflexion, composé d'une quarantaine de membres représentant toutes les sensibilités de la population sur les questions relatives à la défense nationale, devra réfléchir à une refonte complète de la politique suisse de sécurité. Bénéficiant d'une totale liberté de réflexion, il devra formuler des propositions sur une réforme de l'organisation de l'armée, et notamment examiner la question du maintien du système de milice. Il aura également à se prononcer sur des formes plus poussées de collaboration militaire avec les pays européens.¹²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.09.1997
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Devant l'assemblée générale de la Société suisse des officiers (SSO), le chef du DMF **Adolf Ogi** a déclaré qu'il serait souhaitable de créer une petite formation de **professionnels au sein de l'armée dont la mission serait la participation à des opérations de maintien de la paix à l'étranger**. De l'avis du conseiller fédéral, la création d'un corps de soldats professionnels participant à ce genre d'opérations de prévention des conflits est, au vu de l'état actuel de la menace, indispensable à la sécurité du pays. Président sortant de la SSO, l'ancien directeur de l'Office fédéral des réfugiés, Peter Arbenz, a exprimé des opinions similaires. Il a en outre relevé qu'à ses yeux, l'armée devait sans tarder subir de profondes mesures de réorganisation. Les effectifs des troupes devraient notamment être réduits de moitié, de 400'000 à 200'000 hommes. L'obligation de faire du service militaire serait remplacée par un devoir général de servir, que ce soit dans l'armée, le service civil ou les pompiers.¹³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 11.06.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Les **journées de l'armée 1998 se sont déroulées dans la région de Frauenfeld** au mois de juin. Quelques 130'000 personnes sont venues assister à cette manifestation. Depuis 1991, les forces militaires suisses ne s'étaient plus présentées officiellement à la population. Plusieurs **associations de gauche** (GSsA, Femmes pour la paix) **se sont opposées** à cet important étalage de moyens. Au Conseil national, le groupe écologiste s'en est fait le porte-parole et a déposé une interpellation (lp. 97.3563) dont l'interrogation principale était de savoir s'il ne serait pas plus opportun d'affecter les quelques trois millions prévus pour les Journées de l'armée 1998 à des mesures en faveur de la promotion de la paix, de la résolution non-violente des conflits et de la promotion de la démocratie.¹⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 09.01.1999
FRANÇOIS HUGUENET

La Commission de la politique de sécurité (**CPS**) du Conseil national **s'est déclarée publiquement favorable** en début d'année à ce que l'armée soit prête à être **engagée dans le service de police frontière**. Elle en a adopté le principe à 13 voix contre 8 (PS et Verts). Ces deux partis se sont à nouveau prononcés contre une militarisation de l'asile et l'OSAR (Organisation suisse d'aide aux réfugiés) a dénoncé un « faux-pas » et demandé au Conseil fédéral d'écarter cette hypothèse.¹⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.07.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Le taux d'occupation des **centres d'accueil de réfugiés** tenus par l'armée ayant considérablement baissé en raison de l'évolution du conflit au Kosovo, **plusieurs d'entre eux ont été fermés** pendant l'année en accord avec l'ODR (Office des réfugiés). Parmi les 4'500 militaires qui devaient effectuer un cours de répétition spécial à cet effet, 1'000 ne sont finalement pas entrés en service.¹⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 20.11.2000
FRANÇOIS BARRAS

La perspective d'«Armée XXI» et les économies qui accompagneraient une acceptation de l'initiative «Economiser dans l'armée et la défense générale – pour d'avantage de paix et d'emplois d'avenir (initiative en faveur d'une redistribution des dépenses)» ont alimenté le débat sur les liens entre l'économie privée et le secteur militaire. Plusieurs études parues durant l'année ont démontré que la manne financière traditionnellement associée à l'armée se réalise surtout a contrario, dans les économies réalisées par les entreprises grâce à la réduction des jours de service. Il apparaît ainsi que plus de **CHF 4 milliards ont été économisés depuis 1991, en terme de charges salariales que les employeurs n'ont pas eu à verser** à leur personnel sous les drapeaux. De nombreuses entreprises se sont prononcées ouvertement pour une réduction des cours de répétition ou la possibilité de les effectuer d'une traite. Si l'armée continue néanmoins d'injecter des subsides dans l'économie locale à hauteur de CHF 360 millions par an, une étude publiée par l'Université de Berne indique que le secteur militaire a perdu un peu moins de 20'000 emplois en dix ans. De 40'490 personnes actives dans une branche économique liée à l'armée en 1990, le chiffre est tombé à 21'400 en 2000. Les entreprises actives dans les branches de métaux, de machines et de véhicules ont souffert le plus fortement de cette récession.¹⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.04.2019
DIANE PORCELLANA

Le salaire du commandant de corps Daniel Baumgartner, fraîchement nommé au poste d'attaché de défense à Washington, **a été critiqué dans la presse**. Sur décision du Conseil fédéral, il touchera son salaire actuel, de plus de 300'000 francs, durant quatre années supplémentaires. Plusieurs politiciens de gauche et de droite ont manifesté leur incompréhension, puisque son nouveau poste est normalement nettement moins rémunéré. Aucune justification n'a été formulée, en réponse, par le Conseil fédéral.¹⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 17.08.2019
DIANE PORCELLANA

Philippe Rebord, chef de l'armée, aimerait **autoriser le service militaire des personnes transgenres**. Chaque année, les médecins militaires posent environ 18 diagnostics de transsexualité en moyenne. D'après les règlements actuels de l'armée, une personne transsexuelle est déclarée inapte au service militaire et à la protection civile. Pour faciliter leur intégration, l'armée suisse a ouvert le bureau «Diversity Swiss Army». Récemment, un individu a déposé un recours contre la décision d'inaptitude au service. En 2013, un membre de l'armée ayant effectué une centaine de jours de service en tant qu'homme avait effectué une mission militaire de paix au Kosovo en tant que femme. En 2019, l'armée a connu sa première haut gradée transgenre, la lieutenant-colonelle Christine Hug.¹⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.12.2019
DIANE PORCELLANA

Les règlements de l'armée ont été adaptés afin de supprimer **l'inaptitude au service militaire pour les personnes transsexuelles**. La conseillère fédérale Viola Amherd a indiqué avoir pris des mesures pour qu'elles ne soient plus discriminées dès 2020.²⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.05.2020
DIANE PORCELLANA

L'engagement de l'armée dans la lutte contre la Covid-19 a fait l'objet de plusieurs critiques. A plusieurs reprises, des militaires et des membres de la protection civile ont affirmé dans les médias se sentir «inutiles», «désœuvrés» ou prenant la place du personnel médical. Le Syndicat des services publics cantonal genevois a d'ailleurs exprimé son effarement à ce sujet: «il est incompréhensible que les Hôpitaux universitaires Genève (HUG) préfèrent des militaires peu formés à du personnel soignant expérimenté». En réponse à ces plaintes, Thomas Süssli a précisé que l'armée déployait ses troupes sur la base des besoins définis et communiqués par les structures hospitalières. Outre ces sentiments d'inutilité et d'inaptitude, plusieurs mobilisés ont exprimé leurs craintes d'être infectés par le virus dans les casernes ou sur le terrain.

En début de crise, plusieurs voix s'étaient déjà manifestées pour discuter du futur de l'armée. Le conseiller national Fabien Fivaz (verts, NE) – bien que saluant l'engagement de l'armée – demandait d'évaluer quelles missions dévolues à l'armée étaient encore indispensables. Le GSsA a d'ailleurs dressé une liste des priorités futures pour la politique sécurité suisse – remettre en question les missions de sécurité et de défense des forces armées, ne pas renouveler la flotte des avions de combats ni les ressources au sol, miser sur le service civil qui est plus souple et durable que les forces armées. D'autres ont demandé une plus grande perméabilité entre l'armée et la protection civile ou à l'instar de Priska Seiler Graf (ps, ZH) de s'appuyer davantage sur le service civil pour les tâches de soins de longue durée que sur l'armée.²¹

Militärorganisation

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.03.1982
BEAT JUNKER

Das **Image der Armee in der Öffentlichkeit** war 1982 im allgemeinen gut. Meinungsumfragen ergaben, dass die Bevölkerung zwar eine weltweite Abrüstung begrüssen würde, im eigenen Lande dagegen den Verteidigungswillen hochhalten möchte. Mehr als solche Sondierungen besagte allerdings vielleicht die Tatsache, dass die nötigen Unterschriften für ein Referendum gegen die Änderung des Militärstrafrechtes im Bereich von Gewaltverbrechen nicht vereinigt werden konnten, und dass Jungsozialisten und andere Gruppen zwar über eine Volksinitiative zur Abschaffung der Armee diskutierten, ein solches Begehren indessen für verfrüht hielten, da es jetzt beim Bürger keine Chancen besässe. In seiner Antwort auf eine Einfache Anfrage betonte der Bundesrat, seiner Auffassung nach sei gewaltloser Widerstand keine echte Alternative zur bewaffneten Abwehr, doch nahmen Behörden und Armeeführung die Friedensbewegung ernst und setzten sich mehrmals in Reden mit ihren Anliegen auseinander. Die schweizerische Offiziersgesellschaft (SOG) publizierte sogar eigene Thesen zur Friedensfrage.²²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 10.07.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Dans l'ensemble, **les conclusions du rapport Brunner ont suscité des réactions favorables** dans la presse et lors de sa mise en consultation. Les partis gouvernementaux ont salué l'ouverture du débat sur la politique de sécurité et le renforcement de la collaboration internationale. Seule l'UDC a émis des réserves face à un engagement plus grand à l'étranger. La CPS du Conseil national s'est prononcée de façon positive et celle du Conseil des Etats a annoncé que la réforme de l'armée devrait avoir lieu avant 2005. La SSO a rappelé que le cœur de compétences de l'armée doit rester la défense. Parmi les détracteurs, l'USS et le GSa ont critiqué la possibilité de confier à l'armée certaines tâches de police. Le conseiller national Blocher (udc, ZH), seul membre de la Commission Brunner à avoir refusé l'adoption du rapport, a lui présenté ses propres conclusions dans un document intitulé «Mutations stratégiques». Il s'y oppose à «un activisme international déguisé en entreprise morale» et combat une politique de sécurité qu'il estime naïve, hâbleuse et pastichée.²³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 04.02.2005
ELIE BURGOS

Suite à la présentation par le DDPS, fin 2004, du nouveau concept de «stationnement de l'armée» prévoyant un plan de réduction drastique de l'infrastructure militaire, et notamment du nombre d'aérodromes, d'arsenaux et de places de tir, **de vives réactions sont apparues lors de la procédure de consultation** qui courait jusqu'au début du mois de février 2005. La majorité des critiques ont toutefois émané des cantons alémaniques – les cantons romands étaient en effet plus ou moins d'accord avec la version du concept de stationnement présentée en décembre 2004 –, dont plusieurs gouvernements des cantons concernés par les adaptations structurelles (parmi eux Glaris, les Grisons, Obwald, Thurgovie, Uri et Zurich). Choqués par la volonté du DDPS de fermer les aérodromes militaires de Dübendorf (ZH) et d'Alpnach (OW), officiers des forces aériennes zurichoises et hommes politiques alémaniques, dont les conseillers nationaux UDC Max Binder (ZH) et Roland Borer (SO), ont vivement protesté contre cette décision, qui aurait, selon eux, de graves conséquences au niveau des capacités d'engagement aérien en Suisse orientale. Ces personnes ont en outre présenté une alternative au projet du DDPS, qui prévoyait le maintien de l'aérodrome de Dübendorf et de celui d'Alpnach.²⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.04.2005
ELIE BURGOS

Malgré les vives oppositions rencontrées, **la CPS-CN s'est prononcée en faveur du nouveau concept de stationnement de l'armée**. La commission, consciente du fait que de nombreux emplois disparaîtraient avec la mise en œuvre de ce dernier (2500 emplois d'ici 2010), a cependant déclaré que cela était le prix à payer pour le maintien d'une armée performante. De leur côté, les conseillers aux Etats Hermann Bürgi (udc, TG) et Philipp Stähelin (pdc, TG), de même que les conseillers nationaux thurgoviens UDC Alexander Baumann, Peter Spuhler et Hansjörg Walter, se sont mobilisés en faveur du maintien de la place d'armes de Frauenfeld (TG). Plus de 15'000 personnes ont signé une pétition contre cette fermeture.²⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 08.07.2005
ELIE BURGOS

La fronde à l'encontre des **adaptations structurelles induites par le nouveau concept de stationnement de l'armée** élaboré par le DDPS n'a pourtant pas faibli suite à cela, bien au contraire. Le chef du DDPS, le conseiller fédéral Samuel Schmid, a fini par accepter un certain nombre de concessions et de compensations (souvent accordées pour sauver des emplois), notamment dans les cas de l'aérodrome d'Alpnach, de l'arsenal de Coire et de la place d'armes de Frauenfeld, entre autres.²⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 02.12.2006
ELIE BURGOS

En août, **le Conseil fédéral a mis en consultation une révision de la législation militaire**. Celle-ci prévoyait d'obliger les soldats de milice à accomplir des cours de répétition de six semaines à l'étranger (pour les membres des troupes de blindés, de l'artillerie, des troupes d'aviation et de défense aérienne), la forte densité de constructions en Suisse ne permettant plus de faire de grandes manœuvres, mais également à participer à des opérations de maintien de la paix à l'étranger. L'avant-projet présenté par le conseiller fédéral Samuel Schmid, chef du DDPS, a été relativement mal reçu. En effet, **tous les partis gouvernementaux**, de même que la Société suisse des officiers et l'Union patronale suisse, **se sont déclarés opposés à ce projet**. Le PDC a rejeté cette révision en argumentant que le plan de refonte de l'armée 2008-2011 devait d'abord être défini et adopté, et a ajouté que de tels cours de répétition devaient rester une exception. D'abord favorables au projet, les radicaux ont cependant exprimé par la suite leurs réticences face à une absence de six semaines, qui serait trop lourde pour les

employeurs. Les socialistes, favorables à la participation de militaires suisses à des opérations de maintien de la paix à l'étranger, se sont opposés de leur côté au fait que le DDPS veuille sortir de la Suisse pour entreprendre de « grandes manœuvres ». L'UDC s'est quant à elle élevée contre ce projet, fustigeant l'ensemble de la démarche. L'ASIN, farouche opposante à cette révision, a déclaré qu'elle examinerait l'opportunité de lancer le référendum, si celle-ci était adoptée.²⁷

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Wirtschaftsordnung

Le Département fédéral de la Défense (**DDPS**) a décidé de se séparer de l'**entreprise d'armement RUAG**. L'évolution des activités de RUAG Holding, avec uniquement 30 pour cent de son chiffre d'affaire lié à l'armée Suisse et 50 pour cent de ses employés à l'étranger, ainsi qu'un récent rapport sur la gouvernance des entreprises proches de la Confédération, ont dicté ce choix selon le Conseil fédéral. Cette stratégie scindera RUAG Holding SA en deux entités: MRO CH et RUAG international. D'un côté, MRO CH continuera à fournir les prestations liées à l'armée, sous l'égide de la Confédération. D'un autre côté, RUAG International reprendra l'ensemble des secteurs d'activités non liés à l'armée helvétique. Cette stratégie permettra également de renforcer la sécurité informatique au sein de MRO CH. Si cette décision s'est profilée comme une réponse à la cyberattaque qu'avait subi RUAG, et imposée comme une évolution logique en fonction des récents développements au sein de RUAG, certains politiciens de gauche ont critiqué une décision qui facilite les exportations de matériel de guerre et permet donc au Conseil fédéral de se « dérober » devant cette question épineuse qui anime la coupole fédérale depuis plusieurs mois.²⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 19.03.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Sozialpolitik

Gesundheit, Sozialhilfe, Sport

Epidemien

Am 16. April 2020 informierte der Bundesrat über die **geplante Lockerungsstrategie der Massnahmen zum Coronavirus**, die in drei Schritten erfolgen sollte. In den Mittelpunkt stellte der dabei die Gesundheit der Schweizer Bevölkerung, daneben beabsichtigte er aber auch, die wirtschaftlichen Schäden in Grenzen zu halten und die Einschränkung der Grundrechte zu reduzieren. In einer ersten Etappe sollten ab dem 27. April Coiffeursalons, Kosmetikstudios, Baumärkte, Blumenläden und Gärtnereien ihre Türen wieder öffnen dürfen. In diesen Einrichtungen sei die Umsetzung von Schutzkonzepten einfach möglich, sie wiesen wenige direkte Kontakte auf und lösten keine grossen Personenströme aus, erklärte der Bundesrat die Auswahl. Ab dem gleichen Datum sollten in Krankenhäusern zudem wieder uneingeschränkt Eingriffe durchgeführt werden können.

Als zweite Etappe sah die Regierung für den 11. Mai die Wiedereröffnung der obligatorischen Schulen, Einkaufsläden und Märkte vor. Vor dem Entscheid über diesen zweiten Lockerungsschritt wollte sie jedoch die Entwicklung der Fallzahlen abwarten und diesen folglich erst am 29. April fällen. Schliesslich war als dritte Etappe neben der Öffnung von Museen, Zoos und Bibliotheken sowie der Lockerung des Versammlungsverbots für den 8. Juni auch die Wiederaufnahme des Präsenzunterrichts an Mittel-, Berufs- und Hochschulen geplant. Einzelheiten dazu beabsichtigte der Bundesrat am 27. Mai festzulegen.

An demselben Tag, an dem der Bundesrat diese ersten Lockerungsschritte ankündigte, verabschiedete er eine am 20. April 2020 in Kraft tretende Verordnung, die eine übergangsweise Befreiung von der Anzeigepflicht bei Überschuldung, die in der Regel zur sofortigen Insolvenz führen würde, und eine zeitlich befristete Covid-19-Stundung beinhaltete. Letztere sollten insbesondere KMU unbürokratisch beantragen können. Er gab zudem bekannt, dass Selbständigeerwerbende rückwirkend ab dem 17. März 2020 Anspruch auf EO erhalten sollen. Mit diesem Entscheid sollte die Problematik angegangen werden, dass rund 270'000 Personen, darunter zum Beispiel viele Taxifahrerinnen und Taxifahrer oder Ergotherapeutinnen und Ergotherapeuten, keine Covid-19-Kredite oder Kurzarbeitsgelder hatten beantragen können, da der Bundesrat

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.04.2020
JÖELLE SCHNEUWLY

ihre Unternehmen nicht geschlossen hatte, sie aber dennoch bis zu 90 Prozent ihres Einkommens aufgrund der Pandemie eingebüsst hatten. Um die durch die Corona-Pandemie entstandenen Finanzlöcher zu stopfen, gingen zahlreiche verschiedene Vorschläge ein: von einer Halbierung der Mehrwertsteuer, wodurch der Konsum angekurbelt werden sollte (Postulat Müller; fdp, LU; Po. 20.3214), über ein fünfjähriges Ausgaben- und Aufgabenmoratorium (SVP-Fraktion; Mo. 20.3567) und der Reduktion der Ausgaben für die EU, den Asylbereich und ausländische Personen (Motion Quadri; lega, TI; Mo. 20.3272) hin zu einer Solidaritätssteuer, z.B. über eine Erhöhung der Kapitalgewinnsteuer (Motion de la Reussille, pda, NE, Mo. 20.3174; Motion der SP-Fraktion, Mo. 20.3203; Motion Prezioso, egsols, GE, Mo. 20.3335; Motion Rytz, gp, BE, Mo. 20.3362).

Anspruch auf Entschädigung ihres vollen Erwerbs sagte der Bundesrat am 22. April denjenigen Angehörigen der Armee zu, die zwischen dem 6. März 2020 und dem 30. Juni 2020 zur Bewältigung der Coronakrise im Einsatz standen und die Dauer ihres Ausbildungsdienstes überschritten hatten. Für Angehörige des Zivilschutzes sollte eine vergleichbare Regel gelten.

Eine Woche darauf kündigte die Regierung an, dass einige Lockerungen schneller vorgenommen werden könnten als ursprünglich geplant, da die Ausbreitung von Covid-19 aufgrund der vorbildlichen Umsetzung der ergriffenen Massnahmen durch die Bevölkerung hatte abgeschwächt werden können. Daher sollten unter anderem auch Restaurants, Museen und Bibliotheken bereits ab dem 11. Mai wieder ihre Pforten öffnen dürfen und auch Primar- und Sekundarschulen ihren Unterricht vor Ort wieder aufnehmen können, wobei die diesbezügliche Entscheidung über die Durchführung bei den Kantonen lag. Diese sollten auch entscheiden, ob an den Gymnasien schriftliche Abschlussprüfungen durchgeführt werden oder nicht. Im Vorfeld hatte die EDK bereits bekanntgegeben, dass sie die Absage mündlicher Prüfungen empfehle. Anders sah die Situation für die Berufsschulen aus, wo bereits zuvor landesweit einheitlich entschieden worden war, auf schriftliche Lehrabschlussprüfungen zu verzichten. Auch Trainings im Breiten- und Spitzensport sollten ab dem 11. Mai wieder erlaubt sein.

Um die Auswirkungen der Lockerungen auf die Epidemieentwicklung genau beobachten zu können, plante der Bundesrat ein entsprechendes Monitoring. Die einzelnen Lockerungsetappen sollten mit Schutzkonzepten einhergehen, zudem müssten alle Institutionen über ein auf den Vorgaben des BAG, des SECO oder auf einem Branchenkonzept basierendes Schutzkonzept verfügen. Des Weiteren beschloss die Regierung, auch die Einreisebeschränkungen zu entschärfen; Grossveranstaltungen mit über 1'000 Personen blieben jedoch bis Ende August 2020 weiterhin verboten. Die Kantone wurden zudem aufgefordert, ab dem 11. Mai die flächendeckende Rückverfolgung von Neuinfektionen fortzuführen. Ein ähnliches Ziel verfolgte die SwissCovidApp, eine digitale Applikation mit Bluetooth-Funktechnik, mit der die Benutzerinnen und Benutzer informiert würden, wenn sie sich in der Nähe einer mit Covid-19 infizierten Person befunden haben (Proximity Tracing). Diese gehe Mitte Mai in die Testphase, zudem solle in Kürze auch die gesetzliche Grundlage für ihren ordentlichen Betrieb geschaffen werden, erklärte der Bundesrat. Die eidgenössischen Abstimmungen vom 19. Mai, welche der Bundesrat im März abgesagt hatte, sollten am 27. September 2020 nachgeholt werden. Ferner kündigte er Liquiditätshilfen in der Höhe von maximal CHF 1.9 Mrd. an, um den beiden Fluggesellschaften Swiss und Edelweiss unter die Arme zu greifen.

Mit den ersten Lockerungen einhergehend änderte die BAG-Kampagne «So schützen wir uns» am 30. April ihre Grundfarbe auf Pink. Dennoch wurde betont, dass trotz einiger Zugeständnisse nach wie vor die gleichen Regeln gälten – unter anderem Abstandhalten, Händewaschen und das Niesen in den Ellbogen. Das BAG legte der Bevölkerung ausserdem nahe, eine Maske zu tragen, sollten die Abstandsregeln nicht eingehalten werden können.

Was die vorläufig auf Eis gelegte Fussballsaison anbelangt, so entschloss der Zentralvorstand des SFV Ende April, dass abgesehen von der Super League, der Challenge League und dem Schweizer Cup der Männer der Spielbetrieb endgültig nicht fortgesetzt werden sollte. Ob und in welcher Form die Saison der beiden höchsten Ligen fortgeführt werden könne, wollte die Swiss Football League nach Anhörung der tangierten Clubs entscheiden.

Nachdem die Frühjahrsession 2020 vor der dritten Woche abgebrochen werden musste, tagten National- und Ständerat vom 4. bis 6. Mai im Rahmen einer ausserordentlichen Session, an welcher in erster Linie Geschäfte im Zusammenhang mit

Covid-19 behandelt wurden. Im Zentrum standen dabei die dringlichen Ausgaben zur Bekämpfung der Folgen der Pandemie, etwa für die Corona-Kredite, welche nachträglich von der Bundesversammlung absegnet werden mussten. Darüber hinaus beschäftigten sich die Räte aber auch ausführlich mit den Corona-Krediten für die Unternehmen, mit den Massnahmen für die Medien oder mit den Frage nach dem Erlass der Geschäftsmieten.

Da sich Jugendliche und junge Erwachsene aufgrund der gegebenen Umstände bei der Suche nach einer Lehrstelle oder einer Stelle im Anschluss an ihre Ausbildung vor Herausforderungen gestellt sahen, kam es am 7. Mai 2020 zur Gründung einer aus Vertreterinnen und Vertretern der Kantone, der Sozialpartner und des Bundes bestehenden Task Force, welche die Berufsbildung stärken sollte. Tags darauf gab der Bundesrat bekannt, Institutionen der familienergänzenden Betreuung, die wegen der Pandemie Ertragsausfälle erlitten, mit CHF 65 Mio. unterstützen zu wollen. Wie diese Unterstützung genau erfolgen sollte, plante die Landesregierung bis zum 20. Mai in einer entsprechenden Verordnung festzuhalten.

Am 13. Mai liess das EJPD verlauten, dass die Grenzen zu Deutschland, Österreich und Frankreich bis zum 15. Juni 2020 vollständig geöffnet werden sollen, wenn dies mit der epidemiologischen Situation vereinbar sei. Die drei Nachbarländer würden sich zurzeit ebenfalls in der Transitionsphase befinden und verfügten über eine ähnliche epidemiologische Lage wie die Schweiz. Bis dahin sollten für binationale Paare, die nicht verheiratet sind, sowie für «allfällige weitere Personenkategorien» Lösungen entwickelt werden. Gleichentags verkündete das VBS die Unterstützung des Schweizer Sports mit Darlehen in einer Höhe vom CHF 500 Mio.

Auch an der sonst schon einem starken Wandel unterworfenen Medienlandschaft zog die Coronakrise nicht unbemerkt vorbei. Zeitung, Radio und Fernsehen hatten unter anderem einen starken Rückgang an Werbeeinnahmen zu beklagen. Angesichts der zentralen Rolle, die den Medien in einer Demokratie zukomme, stellte der Bundesrat am 20. Mai die Covid-19-Verordnung elektronische Medien vor, in der Radio- und Fernsehveranstaltern finanzielle Soforthilfen in der Höhe von CHF 40 Mio. in Aussicht gestellt wurden. Zeitgleich erliess die Landesregierung eine Notverordnung zur Unterstützung der Printmedien, die finanzielle Sofortmassnahmen im Rahmen von CHF 17.5 Mio. beinhaltete. Weiter beantragte der Bundesrat am 20. Mai CHF 14.9 Mrd. in Form von elf Nachtragskrediten, um die Auswirkungen des Coronavirus auf die Wirtschaft weiter abzdämpfen. Der Löwenanteil von CHF 14.2 Mrd. ging dabei an die ALV.

Eine Woche später – am 27. Mai 2020 – teilte der Bundesrat an seiner Pressekonferenz den bis anhin grössten Lockerungsschritt mit. So sollte das spontane Zusammenkommen von bis zu 30 Personen ab dem 30. Mai 2020 wieder erlaubt sein. Ab dem 6. Juni sollten auch wieder öffentliche Veranstaltungen wie etwa Messen, Theatervorstellungen, Familienanlässe oder politische Kundgebungen mit bis zu 300 Personen stattfinden dürfen. Für denselben Tag wurde zudem die Wiedereröffnung von Bergbahnen, Campingplätzen und anderen Angeboten im Tourismusbereich wie auch für Casinos, Freizeitparks, Zoos, botanische Gärten, Wellnessanlagen und Erotikbetriebe angesetzt. In Restaurants sollte ab dem 6. Juni ausserdem die Gruppengrösse von maximal vier Personen aufgehoben werden, jedoch müssen ab einer Gruppengrösse von vier Personen die Kontaktdaten angegeben werden. In Mittel-, Berufs- und Hochschulen sollte ab dem 6. Juni ebenfalls wieder vor Ort unterrichtet werden dürfen, wobei die Kantone über die Umsetzung entscheiden sollten. Der Bundesrat legte der Bevölkerung nahe, weiterhin von zuhause aus zu arbeiten, die Unternehmen dürften jedoch grundsätzlich selbst über die Rückkehr an den Arbeitsplatz bestimmen. Weiter sollten ab dem 8. Juni die Bearbeitung der Gesuche von Erwerbstätigen aus dem EU/EFTA-Raum wieder aufgenommen werden und die Anstellung hochqualifizierter Arbeitnehmerinnen und -nehmer durch Schweizer Firmen wieder möglich sein. Zudem sei für den 6. Juni die vollständige Wiederherstellung der Personenfreizügigkeit und Reisefreiheit im Schengen-Raum geplant, gab der Bundesrat bekannt.

Am 15. Juni wurden schliesslich die Grenzen zu allen Staaten des EU-EFTA-Raums wieder vollständig geöffnet und auch der Einkaufstourismus, der zuvor verboten worden war, wieder zugelassen. Vier Tage darauf beschloss der Bundesrat, die **ausserordentliche Lage zu beenden und stattdessen zur besonderen Lage** gemäss Epidemiegesetz zurückzukehren, wofür er die Covid-19-Verordnung 3 verabschiedete. Das Demonstrationsverbot, das zuvor für ausführliche Diskussionen um die Frage der

Grundrechte gesorgt hatte, fiel am 20. Juni und ab dem 22. Juni wurden weitere bis anhin herrschende Massnahmen aufgehoben: Unter anderem konnten wieder Veranstaltungen mit bis zu 1'000 Personen stattfinden, der Mindestabstand zwischen zwei Personen wurde von zwei Metern auf 1.5 Meter reduziert und die für Restaurants und Diskotheken geltende Sperrstunde um Mitternacht sowie die Home-Office-Empfehlung wurden aufgehoben. Somit waren zu diesem Zeitpunkt zwar noch immer verschiedene Unterstützungsmassnahmen für die Wirtschaft am Laufen, Einschränkungen bestanden jedoch fast keine mehr.²⁹

Soziale Gruppen

Kinder- und Jugendpolitik

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 02.12.1974
OSCAR ZOSSO

Die positive Aufnahme des Jugendberichts und die Bereitschaft weiter Kreise, eine aktivere Jugendpolitik des Bundes zu unterstützen, können freilich nicht darüber hinwegtäuschen, dass die **Beziehungen zwischen Jugend und Erwachsenengesellschaft** nach wie vor durch viel Konfliktstoff belastet werden. Unter den zahlreichen Auseinandersetzungen, die sich um Jugendzentren drehten, beanspruchten Vorgänge in Winterthur besondere Aufmerksamkeit. Im März wurde das Jugendhaus unter Polizeieinsatz geräumt. Im Sommer entfesselten antimilitaristische Texte, die im Schaufenster des Jugendhauses ausgehängt worden waren, einen «Wandzeitungskrieg», der unter anderem zu zwei Petitionen an den Stadtrat führte. 2'500 Winterthurer wandten sich gegen «subversive Umtriebe im Jugendhaus», 1'300 Bürger unterzeichneten eine Eingabe «Für freie Meinungsäusserung im Jugendhaus». Der Stadtrat als Träger dieser Institution arbeitete schliesslich ein «Wandzeitungsregulativ» aus, das unzensurierte Wandzeitungen im Treppenhaus und in den Gängen des Jugendhauses gestattete. – Die **Zürcher Stimmbürger lehnten** einen Kredit von CHF 42 Mio für den **Bau des Gemeinschaftszentrums Drahtschmidli ab** und verlängerten damit den nahezu 30 jährigen Leidensweg des Zürcher Jugendhauses um eine weitere Etappe. Die Errichtung einer Pioniersiedlung nach dem Vorbild von «Longo Mai» in Lostallo (Misox, GR) gab als ein Experiment, das sich offenbar nur schwer mit traditionellen Vorstellungen vertrug, viel zu reden. Die Pioniere fanden nicht nur aus dem linken Lager, sondern auch durch bürgerliche Politiker und Wirtschaftskreise Unterstützung, gerieten aber trotzdem, wie zuvor in Frankreich, unter starken Beschuss. Man warf ihnen vor, als Polit-, Sex- und Rauschgiftkommune die staatliche und sittliche Ordnung bewusst und zielgerichtet zu untergraben. Die Bündner Fremdenpolizei wies, unter anderem aus überfremdungspolitischen Gründen und auf Wunsch der Lostaller Gemeindeversammlung, zwölf Ausländer aus.³⁰

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Mittelschulen

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 04.04.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

Dans le contexte du centenaire de la Conférence des directrices et directeurs de gymnases suisses (CDGS), la question de **la qualité de la maturité gymnasiale** a refait surface. En effet, la maturité gymnasiale et sa qualité de sésame universel d'entrée dans les Hautes écoles suisses a été montrée du doigt, notamment par les Ecoles polytechniques fédérales (EPF). Ces universités ont estimé que la maturité n'offrait plus une garantie de réussite suffisante, surtout dans les branches scientifiques. C'est pour cette raison que la CDGS a mis en avant sa volonté de maintenir une maturité qui ouvre les portes aux Hautes écoles suisses, de mieux définir les compétences essentielles pour les études académiques et de rapprocher les écoles des académies.³¹

Hochschulen

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 23.12.1980

PETER GILG

Die Jugendunruhen von 1980 standen nicht in direktem Zusammenhang mit einer studentischen Opposition. Immerhin boten sie an der Universität Zürich Anlass zu einem Konflikt, der die fortdauernden Spannungen neu verschärfte. Erziehungsdirektor A. Gilgen untersagte die öffentliche Vorführung eines am Ethnologischen Seminar entstandenen Films über den Zürcher Opernhauskrawall, da dieser in seiner Einseitigkeit politisch missbraucht worden sei. Das Verbot führte zu studentischen Grossdemonstrationen, an denen auch Klagen über eine Verschulung des Studiums und eine härtere Selektionspraxis laut wurden. Der Leiter des Seminars, Prof. L. Löffler, rechtfertigte die auf Aktionsforschung ausgerichtete Tätigkeit seiner Studenten und verweigerte die Herausgabe des Dokumentationsmaterials, was ihm eine administrative Untersuchung und eine Verwarnung eintrug. Ein Lehrbeauftragter wurde entgegen einer Empfehlung der Fakultät entlassen. Die Auseinandersetzung übertrug sich auf das Kantonsparlament, wo es zu einer Debatte über die Wertbedingtheit der Wissenschaft kam. An der Berner Universität wirkte die Unruhe um das neue wirtschafts- und sozialwissenschaftliche Prüfungsreglement noch nach. Dazu belebte das Auftreten einer rechtsgerichteten und betont militärfreundlichen Gruppe die Studentenratswahlen; diese bestätigten allerdings die Mehrheit der Linken. In Genf dagegen, wo der Mittelbau und die Studenten seit 1973 weitgehende Mitbestimmungsrechte besitzen, waren es der Rektor und Professorenkreise, die an der geltenden Ordnung öffentliche Kritik übten. Sie machten dem Universitätsrat, in welchem die Professoren in der Minderheit sind, eine Blockierung der Geschäfte zum Vorwurf und verlangten eine grundlegende Revision des Universitätsgesetzes.³²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 08.05.1981

JÜRIG FREY

Der Zwang für Hochschulbehörden und -verwaltungen, **mit stagnierenden Mitteln die Ausbildung einer wachsenden Zahl von Studenten zu garantieren**, sowie die – wenn auch geringe – Arbeitslosigkeit unter Hochschulabsolventen förderten die Bereitschaft, bei der Reform von Ausbildungsgängen verstärkt Anforderungen der Berufspraxis zu berücksichtigen. **Der Schweizerische Wissenschaftsrat wies auf Spannungen zwischen individuellen Ausbildungswünschen und dem Arbeitsmarkt hin und zeigte in einer Broschüre Handlungsmöglichkeiten der Hochschulpolitik auf.** Durch Förderung der Flexibilität und durch ergänzende berufsorientierte Kurse, insbesondere für Geistes- und Sozialwissenschaftler (z.B. in EDV, Planungsverfahren und Verwaltungswissenschaften), durch einen Ausbau des Beratungswesens und die schrittweise Verwirklichung eines rekurrenten Hochschulsystems (mit Weiterbildungsmöglichkeiten) müsste versucht werden, Bildungs- und Beschäftigungsordnung besser in Einklang zu bringen. Eine bessere Abstimmung auf die wirtschaftlichen Verhältnisse wird auch durch neue Akzente in Lehre und Forschung angestrebt. Der Schweizerische Schulrat schuf mit Wirkung auf Anfang Oktober eine Abteilung für Informatik an der ETH Zürich; einem Auftrag des Bundesrates entsprechend wird eine solche Abteilung auch an der ETH Lausanne eröffnet. In Lausanne wurde ferner ein Hochschulinstitut für öffentliche Verwaltung gegründet. An der ETH Zürich wurde die Abteilung für industrielle Forschung (AFIF) ausgebaut, die die Zusammenarbeit mit der Industrie in Forschung und Entwicklung fördert.³³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 27.06.1981

JÜRIG FREY

Der Verband der Schweizerischen Studentenschaften (VSS), der sein sechzigjähriges Bestehen feiern konnte, **ist seit einigen Jahren hauptsächlich nur noch darum bemüht, den Stand der Organisation und der bildungspolitischen Aktivitäten zu wahren.** Ein Höhepunkt der Krise wurde im Juli erreicht, als der Delegiertenrat mangels Kandidaten keinen Vorstand wählen konnte. Im Herbst wurde an einem «Standortseminar» festgestellt, dass die traditionelle Arbeitsweise und die bestehenden Strukturen bei den Studenten nicht mehr genügendes Interesse finden.³⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 24.07.1981

JÜRIG FREY

Nachdem die provisorische gesetzliche Grundlage der Eidgenössischen Technischen Hochschulen in Form einer Übergangsregelung 1980 nochmals verlängert worden war, wurde im Berichtsjahr wenigstens die Revision der Ausführungsverordnung in Angriff genommen. Für die Revision dieses Reglementes aus dem Jahre 1924 haben die Reformkommissionen der beiden ETH von Zürich und Lausanne ihre Thesen dem Schulrat, der direkt dem Bundesrat unterstehenden Oberbehörde dieser beiden Hochschulen, eingereicht. Hauptpunkt der vorgelegten Thesen ist das Mitspracherecht von Assistenten und Studierenden.³⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.11.1981
JÜRIG FREY

Nachdem sich **die oppositionellen privatrechtlichen Studentenschaften in Zürich und Basel** auf einem gewissen Stand haben konsolidieren können, scheint die Neigung zu einer öffentlich rechtlichen Regelung, die in politischen Dingen den Studentenschaften einige Beschränkungen auferlegt, aber dafür einen allseitig anerkannten Gesprächspartner schafft, bei den Behörden wieder gewachsen zu sein. In diesem Sinne sprach sich der Zürcher Hochschulrektor Hilty an einer Feier der Zofingia aus.³⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 25.06.1982
JÜRIG FREY

Im Juni gab das Plenum der SHK seinen Entscheid bekannt, keinen NC einzuführen. In seiner Botschaft betonte der Bundesrat, dass das Problem der steigenden Medizinalkosten nicht über eine Beschränkung der Studienplätze, sondern nur durch direkte staatliche Eingriffe im Rahmen der Gesundheits- und Sozialversicherungspolitik zu lösen sei. Im Nationalrat wandte sich O. Fischer (fdp, BE) vehement gegen Eintreten; er fand Schützenhilfe beim Sprecher der LdU/EVP-Fraktion. Auch einige Zürcher Freisinnige äusserten sich kritisch zur Vorlage, der jedoch im September klar zugestimmt wurde.³⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 04.12.1982
JÜRIG FREY

Hervorgerufen durch einen verzögerten Übertritt der Maturanden mussten die prognostizierten Studentenzahlen revidiert werden. Die Zahl der Studienanfänger wird voraussichtlich bis 1986 anwachsen, diejenige der Studierenden insgesamt bis 1990. Der Anteil der weiblichen Studierenden überstieg im Wintersemester 1981/82 erstmals ein Drittel; unter den Neumatrikulierten wurden gar 40 Prozent Studentinnen gezählt. **Die wirtschaftliche Unsicherheit scheint sich auch auf die Studienwahl ausgewirkt zu haben. Als Folge der verminderten Experimentierfreudigkeit stieg der Andrang zu traditionellen Studienrichtungen.**³⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.12.1982
JÜRIG FREY

Die Universität Basel, seit 1960 um 150 Prozent gewachsen, sah sich mit akuten Platzproblemen konfrontiert. Die Liberaldemokratische Partei lancierte eine Initiative für einen Neubau, in dem naturwissenschaftliche Fächer untergebracht werden sollen. Die Wahl eines Ordinarius für Geschichte gegen den Willen der Berufungskommission, der Fakultät und des Historischen Seminars löste heftige Diskussionen über die Berufungsverfahren aus. Verschiedene studentische Protestaktionen vermochten jedoch nicht, den Regierungsrat von seinem Entscheid abzubringen. **In Genf spitzten sich die Wohnungsprobleme der Studierenden zu und führten zu einer gewaltsamen Demonstration.** Ein Vorschlag, nur noch jene Studierenden an die Uni zuzulassen, die einen festen Wohnsitz in Genf nachweisen können, stiess trotzdem auf breite Ablehnung.³⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 14.12.1982
JÜRIG FREY

Der Entscheid des Leitenden Ausschusses, der den Haupttermin für das erste Propädeutikum einheitlich auf den Herbst festlegen wollte(Verunmöglichung einer Repetition im gleichen Jahr), **rief starke studentische Opposition hervor.** In Freiburg und Bern wurden Protestaktionen gegen die Abschaffung des Sommertermins durchgeführt und der Verband Schweizerischer Medizinstudenten hat beim EDI Beschwerde eingereicht. Auch die Hochschulkonferenz beantragte darauf, die Terminfrage nochmals zu überprüfen.⁴⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 14.12.1982
JÜRIG FREY

Den Eidgenössischen Technischen Hochschulen sind aus dem Personalstopp und den finanziellen Engpässen gewichtige Schwierigkeiten erwachsen. Die Spitzenstellung im europäischen Rahmen und die Ausbildungsqualität könnten dadurch gefährdet werden, warnten ETH-Vertreter. Der Schulrat hat beschlossen, die Militärwissenschaften an der ETH Zürich auszubauen und dem Bundesrat eine entsprechende Änderung des ETH Reglementes beantragt. Hingegen sprach sich die Oberbehörde der Technischen Hochschulen aus finanziellen Erwägungen gegen den Wunsch der Bündner Regierung aus, an der ETH Zürich einen Lehrstuhl für Rätomanisch zu schaffen, eine Forderung, die der Bundesrat aber weiter überprüfen will.⁴¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 25.01.2002
MARIANNE BENTELI

Der Schweizerische **Nationalfonds** (SNF) änderte im **Interesse der Frauen** per 1. Januar seine Richtlinien für die Zuteilung eines Forschungsstipendiums. Frauen, welche die bisherigen Alterslimiten (33 für junge resp. 35 Jahre für ausgewiesene Forscherinnen) überschritten haben, können dennoch einen Stipendienantrag stellen. Diese Regelung ist bisher einzigartig in Europa und trägt dem Umstand Rechnung, dass Frauen mit Familienpflichten ihre Universitätskarriere weniger zielstrebig verfolgen können als ihre männlichen Kollegen.⁴²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 17.12.2002
MARIANNE BENTELI

Die Studierendenorganisationen der beiden ETH und der Universität St. Gallen schlossen sich Ende Jahr zum **„Verein Schweizerischer Hochschulstudierendenschaften“ (VSH)** zusammen, um in der nationalen Hochschulpolitik mitzuwirken. Der neue Verband will offen sein für analoge Organisationen aus weiteren Universitäten und Fachhochschulen. Er tritt neben den 1920 gegründeten „Verband der Schweizerischen StudentInnenenschaft“ (VSS), der an sieben Universitäten und an der Zürcher Fachhochschule verankert ist. Der VSH erklärte, er wolle keine Konkurrenz zum VSS sein. Differenzen zum traditionellen Verband waren aber nicht zu übersehen. So sprach sich die neue Dachorganisation deutlich für einen konstruktiven Dialog mit den Universitätsleitungen aus, während der VSS seine Kritik an der Bologna-Studienreform aufrecht erhält. Die vom VSH beabsichtigte Beschränkung auf Fragen des Studiums und der Studierenden unterscheidet sich von der Praxis des VSS, die Grenze der Zuständigkeit weit zu ziehen und sich auch zu Themen wie der Mutterschaftsversicherung (mit Blick auf studierende Mütter) zu äussern.⁴³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 26.02.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Im Frühjahr konnte die **ETH-Lausanne** als wissenschaftlich-technischer Pol in der Schweiz und als dynamisierendes Element im „Arc lémanique“ ihr 150-jähriges Bestehen feiern. Das sogenannte **„projet triangulaire“** im Arc lémanique hatte anfangs des Berichtsjahres mit dem Entscheid des ETH-Rates, jährlich 45 Mio Fr. für den Transfer der Chemie, der Physik und der Mathematik an die ETH-Lausanne einzuschliessen, Stärkung erfahren.⁴⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.10.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Als dann der Präsident des ETH-Rates, Francis Waldvogel, im Herbst auch noch den Vorschlag machte, die **Studiengebühren** seien zu verdreifachen, brach die Angst vor so genannt amerikanischen Verhältnissen an den Universitäten bzw. vor einer völligen Abschaffung der **Chancengleichheit im Bildungsbereich** aus. Die Schweizerische Rektorenkonferenz (Crus) verschloss sich zwar einer stärkeren finanziellen Beteiligung der Studierenden nicht völlig, blieb jedoch skeptisch, wie Waldvogels Vorschlag ohne grundsätzliches Überdenken des gesamten Finanzierungssystems umgesetzt werden könnte. Da Nichthochschulkantone an die Universitätskantone eine Kopfpauschale pro Studierenden bezahlen, müsste eine Erhöhung der Studiengebühren auch eine Umverteilung dieser Gelder in Form von Stipendien oder Darlehen zur Folge haben. Den zweiten Vorschlag des ETH-Präsidenten, die Privatwirtschaft bei der Finanzierung der Universitäten stärker in die Pflicht zu nehmen, hielt die Crus für nicht minder problematisch und warnte vor einer einseitigen Begünstigung angewandter, für die Wirtschaft nützlicher Forschung. Alexander Zehnder, der im Herbst des Berichtsjahres vom Bundesrat zum Nachfolger Waldvogels gewählt wurde und im Sommer 2004 das Präsidium des ETH-Rates übernehmen wird, hielt die Frage nach einer Erhöhung der Studiengebühren für fehl am Platz, solange die Schweiz am Grundsatz festhalte, dass Ausbildung ein öffentliches Gut sei und über Steuern finanziert werde.⁴⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 18.11.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Der Kanton Uri avancierte zum virtuellen Universitätskanton mit der Lancierung von **Education**, der ersten staatlich anerkannten Privatuniversität der Schweiz. Die in Altdorf ansässige **private Internet-Uni** wollte das Internet konsequent nutzen, um international anerkannte Professoren und Partnerinstitutionen zu einem Netzwerk auf hohem akademischen Niveau zusammenzuschliessen. 80 Professoren aus rund 20 Ländern waren im Berichtsjahr bereits involviert; gegen 100 Professoren sollten noch hinzukommen. Die Anzahl Studierender belief sich vorerst auf bescheidene 30, sollte aber im kommenden Jahr auf 300 bis 500 anwachsen.⁴⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.04.2004
MAGDALENA BERNATH

Um die **Mehrkosten** für die Forschung und die **Bologna-Reform** aufzufangen, beschlossen Bund und Kantone, bis 2007 insgesamt 450 Mio Fr. einsparen, indem sie die Studiengebühren bis 300 Fr. erhöhen und Subventionen für Zusatzangebote (v.a. berufsbegleitende Nachdiplomstudien) streichen.⁴⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 12.11.2004
MAGDALENA BERNATH

Der Bundesrat anerkannte die Stiftung **Fernstudien Schweiz** als beitragsberechtigte universitäre Institution im Sinn des Universitätsförderungsgesetzes. Der 1992 gegründete Verbund, der das Nationale Kompetenz- und Studienzentrum Brig (VS), das Studienzentrum Pfäffikon (SZ) und das Centre d'enseignement à distance Sierre (VS) umfasst, bietet Studiengänge in den Bereichen Recht, Mathematik und Wirtschaftswissenschaften an, die von ausländischen Partner-Hochschulen wie der Fernuniversität Hagen (D) geführt werden. Fernstudien Schweiz wurde seit 2002 gemäss Universitätsförderungsgesetz provisorisch unterstützt und erhält ab 2005 Bundesbeiträge im Rahmen eines Leistungsauftrags.⁴⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 07.04.2005
MAGDALENA BERNATH

Obwohl ursprünglich nur sieben Schulregionen vorgesehen waren, anerkannte der Bundesrat im April mit der Kalaidos Fachhochschule Schweiz, bestehend aus der AKAD-Hochschule für Berufstätige und der Privaten Hochschule für Wirtschaft, die **erste private FHS**. Gemäss Fachhochschulgesetz sind Privatanbieter zugelassen, wenn sie punkto Lehrangebot, Forschung und Entwicklung, Dienstleistungen und Weiterbildung dieselben Auflagen erfüllen wie die staatlich getragenen FHS. An der Kalaidos FHS werden zurzeit 540 Diplomstudierende in Betriebsökonomie und Wirtschaftsinformatik ausgebildet.⁴⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.04.2005
MAGDALENA BERNATH

Im Frühling unterzeichneten der Genfer Regierungsrat und Bundesrat Couchepin eine Erklärung, in der sie ihre Absicht bekundeten, die Attraktivität der **internationalen Studien an der Universität Genf** zu erhöhen. Geplant ist der Aufbau einer akademischen Institution mit Weltruf, die von der lokalen Konzentration internationaler Organisationen und einschlägiger Universitätsinstitute profitiert. Konkret soll bis 2008 aus dem Institut universitaire de hautes études internationales (HEI) und dem Institut universitaire d'études du développement (IUED) ein Kompetenzzentrum geschaffen werden, das vertraglich eng an die Universität Genf gebunden ist. Für die Periode 2008-2011 will der Bund einen besonderen Betrag vorsehen.⁵⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.10.2005
MAGDALENA BERNATH

Der Verband der Schweizer Studierendenschaften forderte eine Verbesserung des Stipendienwesens auf Hochschulstufe. Insbesondere kritisierte er die Vorlage des Bundesrates, die im Rahmen der **Ausführungsgesetzgebung zur NFA** auch die Subventionierung von Darlehen, aber kaum Mindeststandards vorsieht.⁵¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 26.05.2007
LINDA ROHRER

Die Wahl des neuen **ETH-Präsidenten** sorgte für Unmut und Turbulenzen. Der Hirnforscher Martin Schwab, welcher als Kronfavorit für das Präsidium der ETH Zürich galt, zog seine Kandidatur im Frühjahr zurück. Ein Verteilungskampf zwischen Zürich und Lausanne überschattete die Wahl des neuen ETH-Präsidenten. Der Vorwurf der Willkür bei der Geldvergabe und beschönigte Budgetzahlen standen im Raum. Der Physiker Ralph Eichler, Direktor des Paul-Scherrer-Instituts, soll nun als neuer Präsident wieder Ruhe an der ETH Zürich herstellen. Zur Freude zahlreicher Kritiker verliess auch der ETH-Ratspräsident Alexander Zehnder den ETH-Rat per Ende 2007 aus "persönlichen Gründen" [47]. Zu seinem Nachfolger wählte der Bundesrat den ehemaligen Glarner FDP-Ständerat Fritz Schiesser. Die Zukunft des Gremiums „ETH-Rat“ an sich bleibt weiterhin offen. Der neue ETH-Ratspräsident Schiesser steht vor vielfältigen Herausforderungen und muss primär den Ausgleich zwischen der ETH Zürich und derjenigen in Lausanne finden. Mit Heidi Wunderli-Allenspach wurde in der 152-jährigen Geschichte der ETH Zürich erstmals eine Frau zur Rektorin gewählt.⁵²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.11.2008
ANDREA MOSIMANN

Ende Juni verabschiedete der Genfer Grosse Rat ein neues Gesetz, welches die **Autonomie der Universität** und ihre **internationale Konkurrenzfähigkeit** stärken soll. Die Studierenden ergriffen zusammen mit den Gewerkschaften das Referendum gegen den neuen Erlass und brachten die notwendigen Unterschriften zusammen. Sie kritisierten insbesondere die Verpflichtung der Universität, sich aktiv um private finanzielle Unterstützung zu bemühen. Davon befürchteten sie eine Schwächung der Sozialwissenschaften, welche bei der Mittelbeschaffung gegenüber den Natur- und insbesondere den Biowissenschaften benachteiligt sind. Unzufrieden waren die Studierenden auch mit der Aufwertung des Rektorats, welches neu Professorinnen und Professoren nominieren und in eigener Regie Fakultäten gründen und aufheben darf. In der Volksabstimmung vom 30.11. stimmte das Volk dem Gesetz mit 72% Ja zu.⁵³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 19.11.2009
ANDREA MOSIMANN

Im Herbst fanden an den Universitäten Basel, Bern, Genf, Lausanne und Zürich **Studentenproteste** statt. Die Aktivisten an den drei Deutschschweizer Unis besetzten die Aulas und forderten bessere Lernbedingungen. Der Missmut der Studierenden richtete sich insbesondere gegen die Bologna-Reform. Sie kritisierten, dass das Studium immer mehr verschult und auf die Wirtschaft ausgerichtet werde und so Eliteuniversitäten entstünden. Allerdings wurde das Themenspektrum bald so stark ausgeweitet, dass die Proteste in einer Universalkritik gipfelten, die mit der Bologna-Reform nur noch wenig zu tun hatte. Ausserdem fehlte es den Besetzern an Rückhalt, da die Protestaktionen nur von einem kleinen Teil der Studierenden mitgetragen wurden und sich auch die studentischen Körperschaften davon distanzieren.⁵⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 09.11.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **recteur de l'Université de Zurich**, Fischer, a démissionné avec effet immédiat. En effet, à la suite de l'affaire Mörgeli (udc, ZH) et du licenciement de ce dernier en septembre 2012, suivi du licenciement d'une autre partenaire académique, Ritzmann, une protestation est venue du milieu académique suisse et international. Cette protestation a récolté de nombreuses signatures pour que cette dernière soit réintégrée. Dans ces circonstances, le recteur a décidé d'avancer son départ à la retraite.⁵⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 08.12.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

En 2012, **un contrat de sponsoring entre la Haute école polytechnique de Zurich (ETHZ) et la banque UBS** a mis en lumière le débat sur le sponsoring privé des universités publiques. Ce contrat avait pour objectif de financer plusieurs chaires d'enseignement. Les 100 millions de francs versés par l'UBS ont été perçus par certains comme une entrave à l'indépendance académique. A l'opposé, d'autres personnes ont rétorqué que de tels investissements étaient nécessaires pour les universités, si elles désiraient compter sur l'échiquier mondial. Dans le courant de cette affaire, une pétition d'un groupe de professeurs renommés, « l'Appel de Zürich », a récolté plus de 1500 signatures. La pétition avait pour objectif de s'interroger sur le rôle des universités. Finalement, à la suite de cette pétition et de la pression de la presse, l'ETHZ et l'UBS ont décidé de publier l'accord intégral. La transparence affichée a permis à l'université de prouver que l'indépendance académique était maintenue.⁵⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 09.12.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et son président Mauro Dell'Ambrogio ont proposé **une sélection qualitative des étudiants étrangers à la place d'une hausse des taxes d'étude pour les étrangers**. Cette proposition a été saluée par l'Union des étudiant-e-s suisses (UNES) qui s'oppose à une hausse des taxes d'étude. Le SEFRI ne veut pas parler de contingents. Au contraire, il a expliqué que chaque université doit régler activement ce problème en fonction de ses caractéristiques.⁵⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.05.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

L'annonce d'un **Contrat conclu entre Nestlé et l'école polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)** a mis le feu aux poudres. Cette étincelle a en effet rallumé le débat de l'indépendance académique vis-à-vis du sponsoring financier. Après l'affaire du sponsoring d'UBS dans le cadre d'une chaire de l'école polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), ce second contrat a poussé le débat vers la possibilité de la mise en place de règles uniques à l'échelon national. Un interpellation de Trede (verts, BE), déposée en 2013, allait d'ailleurs dans ce sens. En 2014, la commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) a déposé trois autres textes

qui possèdent une logique similaire. Néanmoins, le Conseil des EPF, présidé par Fritz Schiesser, a estimé que chaque école possédait ses propres règles et que des règles nationales n'étaient par conséquent pas nécessaires. En effet, l'enquête, qui a suivi le contrat entre Nestlé et l'EPFL, a souligné le respect de l'indépendance académique, de la liberté de l'enseignement et de la recherche. Selon l'EPFL, dans le cadre de contrat financier, le sponsor privé possède uniquement un droit de consultation ainsi que la possibilité de se retirer. Aucun droit de veto n'est mis à disposition du sponsor. Le choix du professeur et la nomination reste entre les mains du directeur de l'école et du conseil. Au final, le soutien d'entreprises à des instituts de recherches ne connaît, pour l'instant, pas de règles au niveau national.⁵⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 01.12.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

Mauro Dell'Ambrogio, responsable du secrétariat d'état à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), a lancé un pavé dans la mare, lorsqu'il a affirmé que les études étaient trop souvent déconnectées de la réalité. Il a d'ailleurs ajouté que l'argent public était alors investi pour former uniquement des chômeurs en puissance. Avant même d'avoir consulté les responsables des hautes écoles, il a indiqué que, dans l'optique de lutter contre ce problème, le **Master à temps partiel** s'imposait logiquement. Il a précisé que le domaine du droit, des sciences économiques ainsi que de la formation des enseignants pourraient facilement instaurer des masters à temps partiel. De plus, il a indiqué qu'une telle réforme n'était pas incompatible avec le système de Bologne. La proposition du secrétaire à la formation a trouvé un écho défavorable du côté de Reynard (ps, VS) ou encore Neiryneck (pdc, VD), qui regrettent que la formation soit soumise au bon vouloir de l'économie. Le socialiste valaisan a d'ailleurs expliqué que, selon lui, l'employabilité ne devait pas être la finalité des études.⁵⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 14.01.2016
GUILLAUME ZUMOFEN

Plusieurs articles de journaux ont mis le doigt sur des problèmes de **ghostwriting** qui séviraient dans les milieux académiques suisses. Cette démarche, illicite, qui consiste à faire écrire ses travaux universitaires par une personne tierce a pris une nouvelle dimension en 2015. En effet, une société zurichoise de ghostwriting, Acad Write, aurait effectué environ 200 travaux universitaires à la place d'étudiants. A l'université de Genève, une étudiante a d'ailleurs été renvoyée pour avoir rendu un travail qui n'était pas écrit de sa main. Ce phénomène, qui prend de l'ampleur, est au cœur de nombreux débats dans les universités helvétiques.⁶⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.01.2016
GUILLAUME ZUMOFEN

L'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) a annoncé un **doublé de ses taxes d'étude à partir de 2017**. Selon la direction de l'institution académique, cette décision n'est qu'une conséquence des coupes budgétaires, décidées par le Parlement, dans les domaines de la formation et de la recherche. Plusieurs manifestations étudiantes ont répondu à cette décision. Patrick Aebischer, président de l'EPFL, estime que le doublement des taxes est « socialement acceptable ». Il précise que les coupes budgétaires entraînent un manque de 30 à 40 millions par année pour l'EPFL et que la piste de la hausse des taxes d'étude n'est qu'une parmi plusieurs autres. En outre, s'il défend des écolages plus élevés, il souligne aussi l'importance d'un meilleur système de bourses d'études en Suisse.⁶¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 25.02.2016
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral, avec l'aide du Conseil des EPF, a élu **Martin Vetterli** pour succéder à Patrick Aebischer **à la tête de l'École polytechnique de Lausanne (EPFL)**. Cette nomination a largement été saluée par les milieux académiques et privés autant que politiques. Président du conseil scientifique du Fond National Suisse (FNS), Martin Vetterli possède, déjà, une expérience dans la gestion d'une institution scientifique. Dans la continuité de Patrick Aebischer, le nouveau président souhaite élever l'EPFL au sommet de l'excellence mondiale, encourager l'utilisation de l'anglais dans le travail de recherche et une féminisation du monde académique. En outre, il ne craint pas le débat sur la hausse des taxes d'étude.⁶²

Au fil des années, grâce à de nombreux constats, statistiques et autres rapports, il a été communément accepté que la Suisse souffre d'un manque de main-d'œuvre indigène dans le domaine de la santé. Plus précisément, en ce qui concerne les médecins, la Suisse ne délivre pas suffisamment de diplômés par année pour combler la demande. Ainsi, 30% des médecins qui exercent sur le territoire suisse possèdent un diplôme étranger. Si ce problème a été maintes fois relevé, c'est probablement l'acceptation de l'initiative « Contre l'immigration de masse » et le rapport « Panorama de la formation universitaire et postgrade des médecins dans le système de santé » qui ont distinctement sonné l'alarme. Par conséquent, le Conseil fédéral a validé un crédit supplémentaire de 100 millions de francs, dans le cadre du message d'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation 2017 à 2020 (FRI 2017-2020), afin d'augmenter le nombre de diplômés en médecine humaine. De plus, parallèlement, le Conseil des hautes écoles a adopté un programme spécial qui vise une **Augmentation du nombre de diplômés délivrés en médecine humaine**. Le chiffre de 1300 diplômés par année à l'aube de 2025 a été affirmé comme objectif.⁶³

Im Sommer 2020 drängten zahlreiche Politikerinnen und Politiker aus verschiedenen Parteien auf eine **Nachfolgelösung für das EU-Austauschprogramm Erasmus+ ab 2021**. Momentan beteiligt sich die Schweiz im Rahmen des «Swiss-European Mobility Programme» als Drittland an den Aktivitäten des Bildungsprogramms Erasmus+, nachdem die Vollsoziierung aufgrund der Abstimmung zur Masseneinwanderungsinitiative in 2014 vonseiten der EU ausser Kraft gesetzt worden war. Die Parlamentarierinnen und Parlamentarier äusserten sich sowohl im Rahmen von parlamentarischen Debatten – bei der BFI-Botschaft 2021-2024, bei der Totalrevision des Gesetzes über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung oder im Rahmen eines spezifischen Vorstosses zur Nachfolgelösung von Erasmus+ – sowie durch Äusserungen in den Medien. Im Zentrum der Kritik stand allen voran Bildungsminister Parmelin. Dieser agiere zögerlich und scheue wohl die Kosten einer Vollsoziierung, wie Christoph Eymann (Idp, BS) mutmasste. Eric Nussbaumer (sp, BL) stufte das Verhalten des Gesamtbundesrates als intransparent ein. Auch von Seiten der Studierenden und jungen Erwachsenen wurde Kritik laut; im Mai 2020 hatte die SAJV eine Petition lanciert, welche die Vollsoziierung an die Nachfolgelösung von Erasmus+ forderte; diese wurde auch vom VSS sowie von links-grünen Parteien unterstützt. Seitens der Universität Basel wurde an der derzeitigen Vereinbarung kritisiert, dass einige ausländische Universitäten die Zusammenarbeit nicht weiterführen würden, solange die Schweiz nicht an der Nachfolgelösung von Erasmus+ teilnehme. Zudem gebe es keine Rechtssicherheit, «weil die Partneruniversitäten nicht verpflichtet seien, die Verträge mit den Schweizer Unis weiterzuführen». Es gab aber auch Stimmen, die dem EU-Austauschprogramm eher kritisch gegenüberstanden. So stufte Peter Keller (svp, NW) die jetzige Lösung als sinnvoll ein, zumal eine Vollsoziierung an die Nachfolgelösung von Erasmus+ wahrscheinlich ziemlich teuer sein werde. Die Weltwoche war der Ansicht, dass der Austausch auf jeden Fall weitergeführt werde, entweder im Rahmen der bestehenden Lösung oder mit der Schweiz als Vollmitglied. Und falls es doch wider Erwarten nicht zu einer Einigung käme, sei dies auch nicht so dramatisch, zumal solche Auslandsaufenthalte ohnehin überbewertet würden, schrieb die Zeitung weiter.⁶⁴

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.09.2011
MARC BÜHLMANN

Grosse Parteien

Uneinig war man sich in der CVP bei der **Militär- und Sicherheitspolitik**. CVP-Stände- und Nationalräte beurteilten Fragen wie die Höhe der Verteidigungsausgaben, die Grösse der Armee und den Zeitpunkt für die Beschaffung der neuen Kampfflugzeuge äusserst unterschiedlich. Parteipräsident Darbellay ärgerte sich öffentlich über die „Armeefreunde“ in der kleinen Kammer, die für eine Aufstockung des Budgets und eine rasche Beschaffung der Flugzeuge votierten, nachdem sich die Partei in ihrer Wahlplattform für eine schlanke Armee ausgesprochen hatte. Schliesslich sorgten im Herbst dann aber auch rund drei Viertel der CVP-Nationalräte dafür, dass dem höheren Armeebudget zugestimmt wurde.⁶⁵

Linke und ökologische Parteien

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 26.12.1974
PETER GILG

La **nouvelle gauche** est demeurée divisée. Les Organisations progressistes (**POCH**), qui enregistrèrent à nouveau de petits succès électoraux, ont continué d'œuvrer en commun avec le Partito socialista autonomo tessinois, en particulier pour le lancement d'une seconde initiative 'populaire visant à abaisser de cinq ans l'âge de la retraite AVS. La **Ligue marxiste révolutionnaire** au contraire prit ses distances à l'égard de cette opération qui aurait le désavantage de disperser les forces alors qu'il s'agirait au contraire de trouver une alternative à la solution des trois piliers de la prévoyance-vieillesse. Dans une analyse de fond, les organisations progressistes (POCH) se rallièrent à une option révolutionnaire quant à la ligne générale du mouvement communiste mondial, sans prendre position dans la controverse entre Moscou et Pékin. Lors d'une manifestation qui prit l'allure de congrès, on se prononça pour une politique d'alliance avec d'autres organisations de gauche. POCH annonça pour 1975 la création d'une publication mensuelle en français, étendant de la sorte – et pour la première fois – son rayon d'action à la Suisse romande. L'organe du Parti communiste de Suisse (marxiste-léniniste), de tendance pro-chinoise, a opéré un virage surprenant en soutenant un renforcement de la défense nationale afin de conserver l'indépendance du pays, cela en dépit de la méfiance observée à l'égard de la bourgeoisie. (Cf. succès électoraux du POCH en 1974 à Berne ici et ici, et à Zurich)⁶⁶

Verbände

Gewerbe, Dienstleistungen, Konsum

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 28.11.1987
HANS HIRTER

Mit der **Ablehnung der Mutterschaftsversicherung** in der Volksabstimmung konnte der **Schweizerische Gewerbeverband (SGV) 1987 einen weiteren referendumpolitischen Erfolg erzielen**. Es handelte sich dabei – nach dem Raumplanungsgesetz, dem Hochschulförderungsgesetz und der Innovationsrisikogarantie – um die vierte Vorlage, die seit 1976 vom SGV mit dem Referendum zu Fall gebracht worden war. Dass er damit einen von bürgerlichen Parlamentariern eingebrachten Lösungsvorschlag torpedierte, stellte ein Indiz für das teilweise recht spannungsreich gewordene Verhältnis zwischen dem SGV und den bürgerlichen Parteien dar. Weitere Anlässe für derartige Konflikte bestehen namentlich in der Umwelt- und in der Verkehrspolitik und dürften in Zukunft noch bedeutsamer werden. Dabei geht es nicht nur um die Ablehnung einzelner Massnahmen, sondern auch um grundsätzliche Fragen. So sagte der SGV der Einführung von umweltpolitischen Lenkungssteuern grundsätzliche Opposition an und stellte sich damit gegen die Freisinnigen, welche diesem Instrument im Rahmen einer marktwirtschaftlichen Ordnung grosses Gewicht beimessen.⁶⁷

1) Délib. Ass. féd., 1969, I, p. 51 s.; Délib. Ass. féd., 1969, III, p. 34; NZZ, 26.3., 21.5. et 4.9.69.; Vat., 2.12.69; BN, 19.12.69; NBZ, 22.12.69.

2) BBl, 1975, II, S. 1706 ff.; Presse vom 17.08., 18.08., 26.08.76; TA, 02.09.76; IdG, 11.10.76; Ww, 01.09., 08.09.76

3) AB NR, 1977, S. 260 ff.; AB NR, 1977, S. 999 f.; BB, III, 1977, S. 470 ff.; Bankverein, Der Monat, 1977, Nr. 5, S. 8 ff.; Bz, 172, 23.7.77; NZZ, 13, 17.1.77 et 299, 21.12.77; LNN, 32, 8.2.77; Bund, 63, 16.3.77; 263, 9.11.77; NZZ, 299, 21.12.77.; E. Gruner / H.-P. Hertig, Die Finanz- und Steuergesinnung des Schweizervolkes, Bern (1977), S. 13 ff.; SAMS-Informationen, 2/1978, Nr. 1

4) Vr, 66, 19.3.79; BZ, 116, 19.5.79; JdG, 116, 19.5.79; 145, 25.6.79; Vat, 144, 25.6.79; TA, 208, 8.9.79; BaZ, 74, 28.3.79 et 209, 7.9.79; NZZ, 74, 29.3.79.

5) NZZ, 01.02., 05.05., 04.07., 11.12.80; LNN, 19.04., 14.05.80; BaZ, 02.02., 17.05., 13.12.80; Vat., 07.02.80; SGT, 02.06., 14.06.80; Bund, 02.06.80; TA, 04.03.80

6) BaZ, 20.02.80; TW, 07.03.80; SP-Information, 05.06.80; Vr, 24.06.80; TA, 05.12.80; NZZ, 16.09.80; Sonderausgabe TA, Zürich 1980, S. 26 ff.; BaZ, 23.01.80; LNN, 21.01.80

7) BO CN, 1981, p. 538 s.; BO CN, 1981, p. 540 ss.; Chevallaz (1981). Notre armée, un instrument de dissuasion.; Suisse, 19.09.81; BaZ, 21.11.81; NZZ, 04.05., 05.09., 03.10., 16.11.81; Woche, 11.12.81; Suisse, 31.12.81; SZ, 28.03.81; Lib., 12.09.81; Vat., 28.03.81; TA, 28.03., 26.10.81; 24 Heures, 12.09., 19.09.81

8) BO CN, 1981, p. 48 ss.; BO CN, 1981, p. 952; Vr, 30.03., 08.12.81; TA, 02.04.81; TW, 08.05., 03.10.81; BaZ, 07.12., 14.12.81;

- Woche, 11.12.81; Bund, 07.09.81; LNN, 09.11.81; Suisse, 01.12.81; TA, 26.02., 13.05., 30.06., 01.07.81; Ldb, 16.05., 26.05., 29.06., 30.06., 01.07.81; TA, 17.02.81; TW, 14.10.81; SP-Information, 27.04., 22.10., 14.12.81; NZZ, 16.09.81
- 9) Ww, 21.01.81; NZZ, 24.01., 05.03., 18.03., 16.07., 19.12.81; 24 Heures, 03.08.81; BaZ, 31.08.81; Vat., 07.02.81
- 10) Presse du 4.2., 1.3., 6.9. et 23.9.91; NZZ, 5.2.91; LNN, 25.2.91; Presse du 19.1.91.
- 11) Presse des 12.3, 23.3 et 27.8.94; LNN, 15.3, 16.3, 5.8, 24.8 et 29.8.94; LZ, 5.8 et 23.8.94.
- 12) NQ, 6.6 et 9.7.96; presse du 29.8.96.
- 13) Presse du 16.6.97; 24 Heures, 15.9.97.
- 14) BO CN, 1998, p. 524; BO CN, 1998, p. 785 ss.; LT, 15.6.98; TG, 11.6.98.
- 15) Presse du 9.1.99.
- 16) LT, 28.4.99 TG, 6.7.99.
- 17) Lib., 11.11. et 20.11.00; 24h, 24.6.00.
- 18) Communiqué de presse du CF du 10.4.19; TA, 11.4.19; BaZ, 15.4.19; AZ, NZZ, TG, 16.4.19; WW, 18.4.19
- 19) RTS, 4.9.19; SoZ, 16.6.19; 24H, LT, 17.8.19
- 20) TG, 21.12.19
- 21) Communiqué de presse DDPS du 29.5.20; LT, 4.3., 19.3.20; NZZ, 25.3.20; TG, 2.4.20; LT, 9.4.20; NZZ, 11.4., 15.4.20; LT, NZZ, 21.4.20; NZZ, 23.4.20; Bund, LT, 25.4.20; Lib, 4.5.20; AZ, 11.5.20
- 22) BO CN, 1982, p. 583 s.; Bund, 09.03.82; 24 Heures, 01.06.82; BaZ, 19.06., 21.06., 04.11.82; NZZ, 07.01., 14.04., 21.06., 13.09.82; TW, 14.09.82; SGT, 18.05., 03.06.82; TA, 21.06.82; Lib., 01.07.82
- 23) JdG et NZZ, 27.2.98; NZZ, 22.4.98; TG, 10.7.98.
- 24) LT, NF et TA, 8.1.05 (officiers et conseillers nationaux); NLZ, 26.1.05; SGT, 28.1.05; Büz, 2.2.05; BZ, NZZ et QJ, 4.2.05 (gouvernements cantonaux). Bund et BZ, 4.2.05.
- 25) NZZ, 13.1 (CPS-CN) et 16.4.05 (pétition).
- 26) NZZ, 4.3.05 (Alpnach); LT, 29.3.05 (Coire); NZZ et SGT, 8.7.05 (Frauenfeld).
- 27) LT, 17.7 et 2.12.06; presse du 24.8.06.
- 28) AZ, BaZ, NZZ, 19.3.19; AZ, 20.3.19; BaZ, 28.3.19; BaZ, 29.3.19
- 29) BaZ Online, 30.4.20; Coronavirus und Justiz; Erläuternder Bericht zur Änderung der Verordnung über die Entschädigung von Angehörigen der Armee im Assistenzdienstesatz zur Bewältigung der Coronapandemie (COVID-19-Verordnung Entschädigung Angehörige der Armee) vom 22.4.20; Medienmitteilung BAG vom 30.4.20; Medienmitteilung BR vom 16.4.20; Medienmitteilung BR vom 19.6.20; Medienmitteilung BR vom 22.4.20; Medienmitteilung BR vom 27.5.20; Medienmitteilung BR vom 29.4.20; Medienmitteilung BR vom 8.5.20; Medienmitteilung BR, UVEK, BAKOM vom 20.5.20; Medienmitteilung EJPD vom 13.5.20; Medienmitteilung SBFI vom 29.4.20; Medienmitteilung SBFI vom 7.5.20; Nachtrag II zum Voranschlag 2020; SRF Online, 13.5.20; SRF Online, 14.6.20; SRF Online, 27.5.20; Verordnung 3 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (Covid-19) (Covid-19-Verordnung 3) vom 19. Juni 2020; Verordnung über Massnahmen in der Justiz und im Verfahrensrecht im Zusammenhang mit dem Coronavirus (COVID-19-Verordnung Justiz und Verfahrensrecht) vom 16. April 2020 (Stand am 20. April 2020); TA, 9.4.20; LT, 14.4.20; AZ, LT, NZZ, 17.4.20; AZ, 18.4.20; AZ, Blick, LT, NZZ, 30.4.20; SGT, 2.5.20; SoZ, 3.5.20; AZ, Blick, CdT, NZZ, TA, 5.5.20; NZZ, 15.5.20; TA, 27.5.20; AZ, Blick, LT, TA, 28.5.20; NZZ, 8.6.20
- 30) Basel : TA, 128, 6.6.74 ; Bresche, Nr. 33/34, Juli/August 1974. Bern : Bund, 148, 28.6.74, 262, 8.11.74 ; BN, 163, 16.7.74. Chur : NBZ, 284, 16.9.74. Genf : TG, 162, 15.7.74 ; VO, 170, 26.7.74 ; 220, 24.9.74 ; JdG, 240, 15.10.74. Schlieren : Tat, 281, 2.12.74. Schwyz : Vat., 160, 13.7.74. St. Gallen : TA, 274, 25.11.74 ; Ostschw., 277, 27.11.74.; Ldb, 90, 20.4.74 ; 143, 25.6.74 ; 218, 21.9.74 ; 266, 16.11.74 ; 299, 27.12.74 ; TA, 194, 23.8.74 ; 196, 26.8.74 ; Focus, Nr. 53, Juni 1974.; NZZ, 38, 24.1.74 ; 291, 26.6.74 ; 294, 28.6.74.; NZZ, 87, 21.2.74 ; 141, 25.3.74 ; 193, 27.4.74 ; Der Republikaner, 4, 15.3.74 ; LNN, 81, 6.4.74 ; 83, 9.4.74 ; Ww, 17, 24.4.74 ; Ldb, 101, 4.5.74 ; TA, 104, 7.5.74 ; 83, 9.4.74.
- 31) NZZ, 4.4.13; AZ, 20.4.13; LT et NZZ, 8.5.13.
- 32) TW, 16.1. und 24.6.80; Bund, 29.1., 11.2., 20.6. und 20.12.; JdG, 22.2., 23.2., 19.3. und 6.6.80; TA, 10.6., 11.6., 12.6., 13.6., 1.7., 23.8. und 18.11.80; NZZ, 16.6., 18.6., 2.8., 22.11. und 23.12.80; BaZ, 4.12.80.
- 33) NZZ, 13.4., 24.4. 28.4. und 8.5.81. ; Schweiz. Wissenschaftsrat (1981). Hochschulbildung, Arbeitsmarkt, Beschäftigung. Probleme, Analysen, Perspektiven.
- 34) Hänsenberger et al. (1981). Studentenpolitik – Politik mit Studenten?; NZZ, 27.6.81; Konzept, NR. 102, Januar 1982.
- 35) Bund, 3.2.81; Zürcher Student/in, 21.5. und 5.6.81; TA, 3.6.81; NZZ, 24.7.81.
- 36) Konzept, 10.1981; Zürcher Student, 27.11.81; TA, 30.11.81.
- 37) Presse vom 25.6.82.
- 38) Vat., 1.2. und 4.12.82; NZZ, 24.2.82; Bund, 27.2.82.
- 39) BaZ, 26.1., 28.1., 25.2., 5.3.-9.4. und 22.10.82; Woche, 14.5. und 5.6.82; JdG, 1.12-13.12.82.
- 40) Bund, 3.11.82; Lib., 4.11., 5.11. und 6.11.82; 24 Heures, 20.11.82; NZZ, 4.12.82; BaZ, 14.12.82.
- 41) BaZ, 14.1.82; NZZ, 25.2., 9.6., 22.11., 23.11. und 14.12.82; AT, 1.3.82; TA, 25.5. und 28.5.82; Presse vom 10.11.82; TLM, 10.12.82.
- 42) LT, 25.1.02; 24h, 31.1.02; SHZ, 23.1.02.
- 43) Presse vom 17.12.02.
- 44) 24h, 19.3.03; LT, 20.3. und 29.3.03.; NZZ, 27.3. und 31.3.03; TG, 31.3.03; AZ, 2.4.03; BaZ, 3.4.03.; 24h, 26.2.03
- 45) LT, 25.09.03.; Presse vom 18.10.03.; Presse vom 30.10.03.; TA, 17.10.03, Presse vom 18.10.03.; TA, 17.10.03.
- 46) NZZ, 18.11.03; Bund und AZ, 19.11.03; TA, 21.11.03; SGT, 8.12.03.
- 47) Presse vom 30.4.04.
- 48) NF, 12.11.04.
- 49) Presse vom 7.4.05.
- 50) Lib., 7.9.05.; Presse vom 15.04.05
- 51) NZZ, 21.10.05.
- 52) Baz, 29.11.07.; TA, 22.11.07.; TA, 26.5.07, 24h, 29.5.07.; TA, 31.5.07; AZ, 31.5.07.; TA, 5.7.07.
- 53) WoZ, 21.8.08; TG, 1.12.09.
- 54) NZZ, 13.11., 14.11. und 19.11.09; NLZ, 20.11.09; SGT, 4.12.09.
- 55) Lib, 5.11.13; AZ et Lib, 7.11.13; BaZ, 8.11.13; AZ, 9.11.13; AZ, 5.12.13
- 56) SGT et TA, 3.1.13; LT, 3.8.13; WW, 14.3.13 et 10.4.13; SO, 8.12.13.
- 57) TG, 09.12.13.
- 58) LT, LZ, NZZ, 23.5.14; LT, 28.6.14
- 59) TG, 1.12.14
- 60) NZZ, 7.1.16; BaZ, 14.1.16
- 61) SO, 24.1.16; TG, 25.1.16; LT, 27.1., 29.1.16; TG, 30.1.16; SO, 28.2.16
- 62) LT, NZZ, TG, 25.2.16; TG, 5.3.16
- 63) Communiqué de presse, SEFRI, 2016 (1); Communiqué de presse, SEFRI, 2016 (2); Communiqué de presse, SEFRI, 2016 (3); Communiqué de presse, SEFRI, 2016 (4); Rapport final Masterplan "Formation aux professions des soins"
- 64) Blick, 13.7.20; WW, 16.7.20; BLZ, 10.8.20; NZZ, 17.9.20; BLZ, 30.9.20
- 65) TA, 7.7.11; NZZ, 16.8.11; SGT, 2.9.11; SN, 17.9.11; TA, 21.9.11.
- 66) Gilg (1974). Jungdliches Drängen in der schweizerischen Politik, Struktur, Ziele und Aktionsformen von politischen Gruppen der jungen Generation.; Octobre, no 80, nov. 1974. Le PCS/ML, fondé en janvier 1972, est le successeur de l'Organisation des communistes de Suisse (cf. Octobre, no 47, févr. 1972); POCH Autorenkollektiv, Für eine revolutionäre Generallinie, Materialien zur Diskussion der Generallinie der kommunistischen Weltbewegung, Zürich 1974 ; POCH-Zeitung, 10, 24.1.74 ; 24, 6.6.74.; POCH-Zeitung, 12; 21.2.74 ; 21, 16.5.74 ; 26, 26.12.74 ; La Brèche, 89, 14.3.74.; Tribune ouvrière. Cf. POCH-Zeitung, 25, 19.12.74.
- 67) SGZ, 9.4., 2.7. und 26.11.87; TAM, 28.11.87; Gewerbliche Rundschau, 1987, Nr. 1.